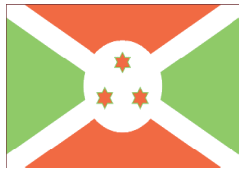


# REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU  
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION  
NATIONALE



**Programme d'Appui à la Gouvernance**

## MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE VUMBI



**Province Kirundo**

**Kirundo, Septembre 2006**

## TABLE DES MATIERES

	<b>Page</b>
<b>Liste des abréviations</b>	<b>vii</b>
<b>Préface</b>	<b>ix</b>
<b>Introduction</b>	<b>xi</b>
<b>CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE</b>	<b>1</b>
1.1. Situation géographique	1
1.2. Découpage administratif	1
1.3. Données géographiques	2
<b>CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE</b>	<b>3</b>
2.1. Population	3
2.2. Densité	3
2.3. Population par tranche d'âge	3
2.4. Population active et population à charge	5
2.5. Evolution de la population de la commune	5
<b>CHAPITRE III. AGRICULTURE</b>	<b>7</b>
3.1. Système de production	7
3.2. Production comparative des cultures	8
3.3. Cultures industrielles	11
3.4. Facteurs de production	11
3.5. Unités industrielles	12
3.6. Ecoulement des productions	12
3.7. Personnel d'encadrement	13

3.8. Contraintes	13
3.9. Potentialités / Atouts en matière agricole	13
3.10. Actions à mener	14

## **CHAPITRE IV. ELEVAGE**

**14**

4.1. Système d'élevage.	14
4.2. Effectifs des animaux	15
4.3. Situation des infrastructures d'élevage	18
4.4. Approvisionnement en géniteurs	18
4.5. Les marché d'animaux	19
4.6. Bulletin vétérinaire	19
4.7. Contraintes, potentialités et action à mener	20

## **CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE**

**22**

5.1. Pêche	22
5.2. Pisciculture	22

## **CHAPITRE VI. FORETS**

**23**

6.1. Forêts naturelles	23
6.2. Boisements artificiels	23
6.3. Production des plants forestiers	25
6.4. Production forestière	25
6.5. Transformation du bois	25

6.6. Principales contraintes, potentialités et perspectives	25
<b>CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT</b>	<b>26</b>
7.1. Industrie	26
3.1.Artisanat	26
7.3. Géologie, mines et minerais	29
<b>CHAPITRE VIII. COMMERCE,TRANSPORT ET COMMUNICATION</b>	<b>29</b>
8.1. Commerce	29
8.2. Transport	31
8.3. Communication	32
<b>CHAPITRE IX. ENERGIE</b>	<b>32</b>
<b>CHAPITRE X. SANTE</b>	<b>33</b>
10.1. Données épidémiologiques	33
10.2. Médecine préventive : Vaccination	33
10.3. Infrastructures	34
10.4. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé	36
10.5. Equipements en laboratoires	36
10.6. Ressources humaines	36
10.7. Contraintes	36
10.8. Stratégies / actions à mener	37
10.9. Partenaires et bailleurs de fonds	37
10.10. Approvisionnement en Eau	38

<b>CHAPITRE XI. HABITAT</b>	<b>39</b>
11.1. L’habitat rural	40
11.2. L’habitat urbain.	41
11.3. Contraintes liées à la réhabilitation et à l’amélioration de l’habitat rural	41
<b>CHAPITRE XII. EDUCATION</b>	<b>42</b>
12.1. Etat des infrastructures	42
12.2. Enseignement préscolaire	43
12.3. Enseignement primaire	44
12.4. Enseignement secondaire	45
12.5 Ecoles techniques professionnelles	45
12.6. Situation du personnel enseignement dans la commune par sexe	45
12.7. Enseignement informel	45
12.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives	47
12.9. Partenaires et bailleurs de fonds	48
<b>CHAPITRE XIII. JEUNESSE ET SPORT</b>	<b>48</b>
13.1. Encadrement des jeunes	49
13.2. Infrastructures sportives	50
13.3. Infrastructures culturelles	50
13.4. Principales contraintes liées à la jeunesse, potentialités et perspectives	50

<b>CHAPITRE XIV : COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO DEVELOPPEMENT</b>	<b>51</b>
14.1. Coopératives	51
14.2. Associations	51
14.3. Les principales contraintes, potentialités et perspectives	52
<b>CHAPITRE XV : JUSTICE</b>	<b>54</b>
15.1 Infrastructures	54
15.2. Equipements	54
15.3. Performances du secteur	54
15.4. Personnel	55
15.5. Justice gracieuse	55
15.6. Contraintes	55
15.7. Potentialités	55
15.8. Action à mener	56
<b>CHAPITRE XVI. ACTION SOCIALE</b>	<b>56</b>
16.1. Statistiques sur les enfants en difficulté (2005)	57
16.2. Statistiques des orphelins	57
16.3. Statistiques des victimes de violences sexuelles	57
16.4. Statistiques sur les veufs, mères célibataires et indigents	57
16.5. Statistiques sur les handicapés	58
16.6 Réintégration	58
<b>CHAPITRE XVII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE</b>	<b>59</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>64</b>
<b>ANNEXE : PROCES VERBAL DE VALIDATION</b>	<b>66</b>

## LISTE DES ABREVIATIONS

ASBL	: Association Sans But Lucratif
ABEC	: Association Burundaise des Exportateurs du Café
BTC	: Burundi Tobacco Company
BCB	: Banque de Crédit de Bujumbura
BANCOBU	: Banque Commerciale du Burundi
IBB	: Interbank Burundi
BNEC	: Bureau National pour l'Enseignement Catholique
CMD	: Cassava Mosaic Disease
CEPGL	: Communauté Economique des Pays de Grands Lacs
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
COMEBU	: Crédit de Relance Economique
CFA	: Centre de formation Artisanal
CPA	: Centre de Production Artisanal
CFPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel
CPPS	: Comité Provincial de la Promotion de la Santé:
CEPBU	: Communauté des Eglises de Pentecôte du Burundi
CDF	: Centre de Développement Familial
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socio - Professionnelle
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRS	: Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés
DPAE	: Direction provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DGVA	: Direction Générale de la Vulgarisation
DAPA	: Département de l'aquaculture et de la pêche Artisanale
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rural
DAF	: Directeur Administratif et Financier
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FNG	: Fonds National de Garantie
FAO	: Food Agriculture Organisation
FACAGRO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi
FENACOBUR	: Fédération Nationale des Coopecs du Burundi
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés
HCR	: Haut Commissariat des Réfugiés
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi
ISABU	: Institut des Sciences Agronomique du Burundi
IRAZ	: Institut de recherche Agronomique et Zootechnie
INSS	: Institut National pour la Sécurité Sociale
IEC	: Information, Education et Formation
MRRDR	: Ministère de la Réinsertion et de la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MPDRN	: Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale
MASPF	: Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme
NPK	: Azote, Phosphore, Potassium
OPDE	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée

OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
OCIBU	: Office du Café du Burundi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OTB	: Office du Thé du Burundi
ONAPHA	: Office National Pharmaceutique
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des Capacités des Communautés.
PDCLCP	: Projet de Développement Communautaire pour la Lutte Contre la Pauvreté
PEA	: Projet Eau et Assainissement
PRDMR	: Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PREBU	: Projet de Réhabilitation du Burundi
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PNSR	: Programme National de la Santé et de la Reproduction
RDC	: République Démocratique du Congo
RCE	: Régie Communale de l'Eau
REGIDESO	: Régie des eaux
RCE	: Régie Communale des eaux
SPRHP	: Services de Planification des Ressources Humaines et de Population
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquise
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SODECO	: Société de Dépulpage et de Conditionnement du Café
SNA	: Service National d'Alphabétisation
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisation
USAID	: United States of America for International Development
UNOPS	: United Nations Office for Project Service
UNICEF	: United Nations Infant and Children Fund
UCODE	: Union Coopérative de Développement
VIH	: Virus d'Immuno Déficience Humaine



## PREFACE

*La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.*

*En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...*

*La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.*

*Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.*

*Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.*

*A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.*

*Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.*

*A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.*

*Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.*

*En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune.*

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION NATIONALE**

  
**Madame Marie-Goreth NIZIGAMA**

## INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune Vumbi.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

## CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE

### 1.1. Situation géographique

La commune Vumbi est délimitée :

- au Nord par les communes Kirundo, Busoni et Ntega
- au Sud par les communes Kiremba et Gashoho
- à l'Ouest par la commune Marangara
- à l'Est par la commune Gitobe.

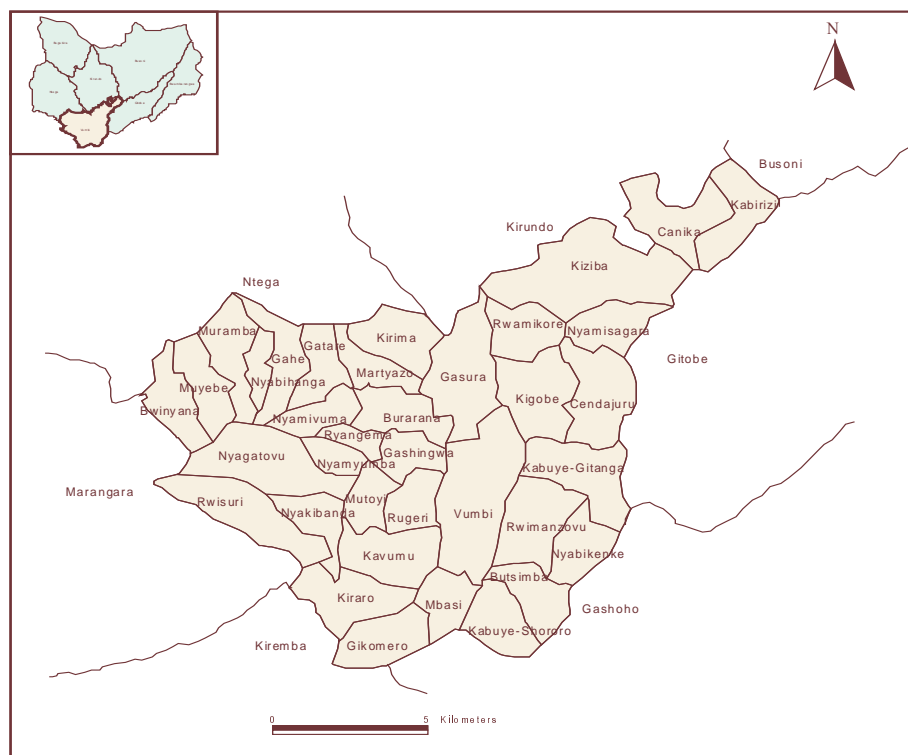
### 1.2. Découpage administratif

Cette commune se subdivise en 3 zones et 36 collines.

Les zones sont : Vumbi, Bukuba et Cendajuru .

Les 36 collines sont : Burarana, Butsinda, Bwinyana, Canika, Cendajuru, Gahe, Gashingwe, Gasura, Gataru, Gikomera, Kabirizi, Kabuye-Gitanga, Kabuye-Shororo, Kavunu, Kigobe, Kiraro, Kirima, Kiziba, Matyazo, Mbasi, Muramba, Mutoyi, Muyebe, Nyabihanga, Nyabikenke, Nyagatovu, Nyakibanda, Nyamirembe, Nyamisagara, Nyamivumba, Nyamyumba, Rugeri, Rwamikore, Rwamanzovu, Rwisuri et Vumbi.

#### Carte de découpage administratif de la commune



### 1.3. Données géographiques

#### 1.3.1. Superficies en Km<sup>2</sup>

- Commune Vumbi	: 205,82 Km <sup>2</sup>
- Province Kirundo	: 1703,34 Km <sup>2</sup>
- Burundi	: 27834 Km <sup>2</sup>
- % commune Vumbi/ Province	: 0,121
- % commune Vumbi/Pays	: 0,007

#### 1.3.2. Paramètres climatiques

La commune Vumbi s'étend dans toute sa totalité sur la région de Bweru qui est climatiquement caractérisée par :

- Une altitude comprise entre 1500 et 1700m
- D'après Köpen, le climat est de type ( AW 3) S dans le Bugesera (régime hydrique de type ustie) tandis que le régime thermique est de nature isothermique. Le Bweru affiche une légère différence quant au climat, qui est du type (AW3 4)S (régimes hydrique et thermique respectivement ustiques et isothermiques).
- Le climat extériorise deux saisons de pluie ; la première débutant généralement vers le mois de Septembre et se terminant le mois de Novembre. La seconde s'étale entre les mois de Janvier à Mai. Entre les deux saisons s'intercale une petite période de saison sèche qui dure tout le mois de décembre. Au cours des mois de Juin à Septembre s'étale la saison sèche.
- Les températures maximales et minimales semblent avoir une faible variation. La température moyenne est de 20,9° C/mois et les températures maximales et minimales sont respectivement 27,1°C et 14,8° C (données recueillies sur une période de 10 ans : 1981-1990).
- La pluviométrie varie entre 700 mm dans la dépression du Bugesera et 1200mm sur les hauteurs de Bweru. Aujourd'hui la région de Bugesera connaît des perturbations pluviométriques, ou tout simplement absence des pluies. Après le phénomène de « ELNINO » de 1997, la province a toujours connu une situation déficitaire de pluies surtout dans sa partie du Bugesera. La partie Bweru est plus ou moins arrosée.
- Une savane arborée.

## CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE

### 2.1. Population

- Population totale de la commune Vumbi : 88 444 hab.
- Population totale de la province Kirundo : 598 180 hab.
- Population totale du Pays : 7 610 584 hab.
- % Vumbi par rapport à la province : 14.7 %
- % Vumbi par rapport au pays : 1.16%

### 2.2. Densité moyenne (2005)

- Commune Vumbi : 429 hab/km<sup>2</sup>
- Province Kirundo : 351 hab/km<sup>2</sup>
- Burundi : 273 hab/km<sup>2</sup>

La densité moyenne de la commune Vumbi est supérieure à la densité du pays et de la province.

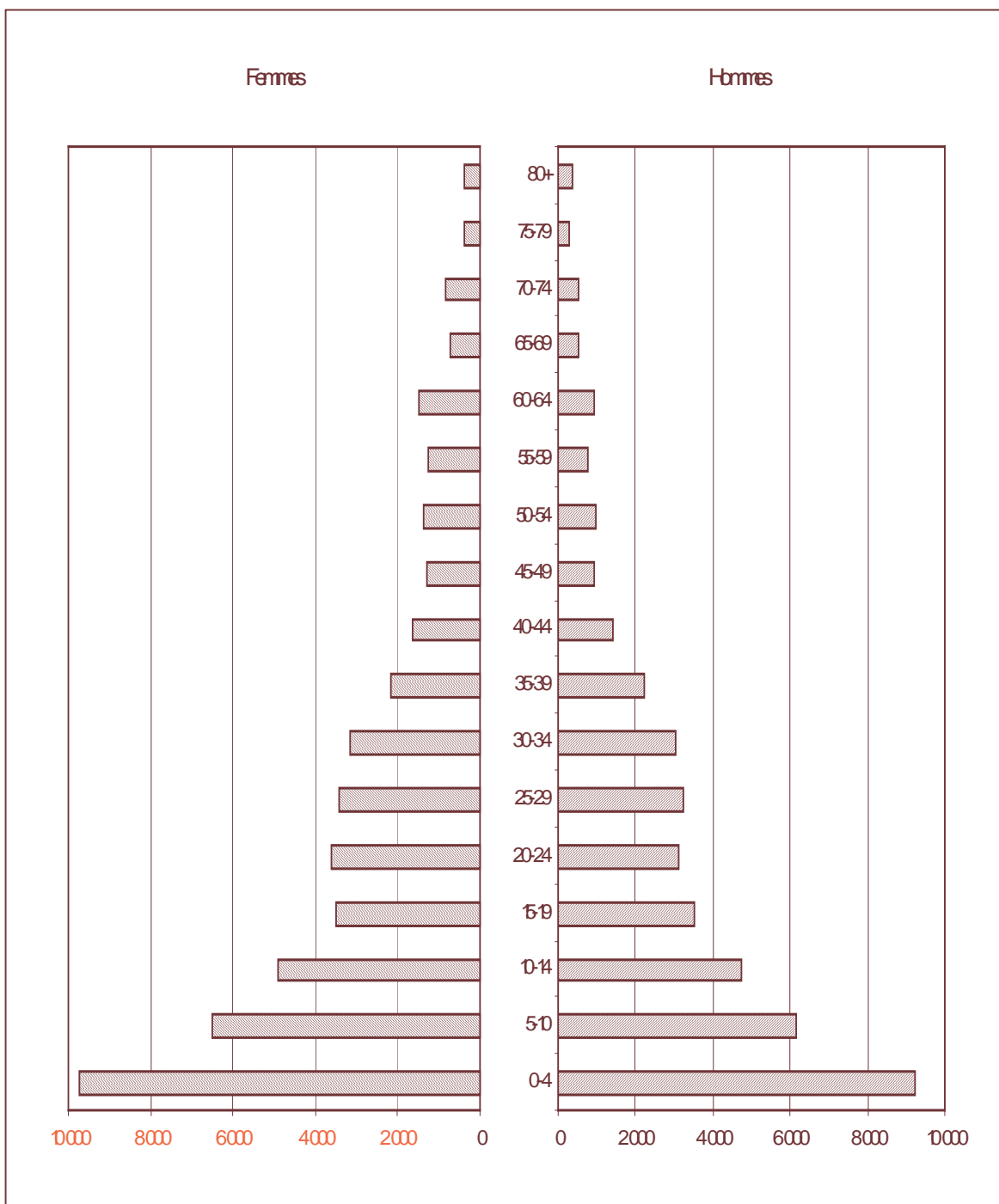
### 2.3. Population par tranche d'âge

Groupes d'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	9.225	9.736	18.961
5-9	6.168	6.509	12.678
10-14	4.756	4.900	9.655
15-19	3.532	3.502	7.036
20-24	3.100	3.631	6.731
			<b>55.061</b>
25-29	3.239	3.424	6.663
30-34	3.035	3.137	6.172
35-39	2.234	2.178	4.411
40-44	1.407	1.625	3.032
45-49	949	1.310	2.260
50-54	952	1.369	2.348
55-59	777	1.260	2.037
60-64	922	1.470	2.392
65-69	540	716	1.256
70-74	546	839	1.384
75-79	287	365	650
80+	380	398	778
<b>Total</b>	<b>42.049</b>	<b>46.369</b>	<b>88.418</b>

Source : Département de la population, MININTER

La population de la commune Vumbi est très jeune. La pyramide des âges présente une base très large signifiant que le poids démographique des plus jeunes est très important . En effet, la tranche des moins de 25 ans représente près de 63 % de la population.

Pyramide des âges de la population de la Commune Vumbi en 2005



## 2.4. Population active et population à charge

Communes	Population active (15-64 ans)			Population à charge (<15 ans 65 ans et plus)			Rapport de dépendance		% de la population active	
	H	F	T	H	F	T	H	F	H	F
Bugabira	15169	18209	<b>33 378</b>	20283	20589	<b>40 872</b>				
Busoni	25 570	29 389	<b>54 959</b>	33 354	33 319	<b>66 673</b>				
Bwambara	12 948	14 651	<b>27 599</b>	15 922	16 759	<b>32 681</b>				
Gitobe	13 842	15 800	<b>29 642</b>	16 356	16 780	<b>33 136</b>				
Kirundo	20 551	23790	<b>44 341</b>	23 951	24 872	<b>48 823</b>				
Ntega	20 641	24 188	<b>44 829</b>	25 278	26 434	<b>51 712</b>				
Vumbi	20 147	22 906	<b>43 053</b>	21 902	23 463	<b>45 365</b>	<b>1.08</b>	<b>1.02</b>	<b>0.48</b>	<b>0.49</b>
Total province	128 868	148 933	<b>278 946</b>	157 046	162 216	<b>319 271</b>				

Source : Département de la population, MININTER

La population à charge est légèrement supérieure à la population active dans la commune Vumbi (319271 sur 278946, soit un rapport de dépendance de 1,14).

Avec le pourcentage moyen de la population active de la commune se situant à 48 %, il apparaît que chaque personne active de Vumbi se situant entre 15 et 64 ans doit prendre en charge 1,14 personne non active, soit un plus jeune de moins de 15 ans, soit un plus âgé de plus de 64 ans.

Ce taux de dépendance est en réalité plus élevé si on considère que la plupart des élèves et étudiants de 15 à 25 ans peuvent être également classés dans la catégorie des personnes inactives.

Ce taux de dépendance est sans doute plus élevé si on considère le taux de scolarisation au secondaire.

## 2.5. Evolution de la population de la commune de Vumbi

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Communes</b>								
<b>Bugabira</b>	70040	72113	74248	76445	78708	81038	84437	85906
<b>Busoni</b>	114733	118129	121626	125226	128933	132749	136678	140724
<b>Bwambara</b>	56862	58545	60278	62062	63899	65791	67738	69743
<b>Gitobe</b>	59216	60969	62773	64632	66545	68514	70542	72630
<b>Kirundo</b>	87991	50596	93277	96038	98881	101808	104821	107924
<b>Ntega</b>	92012	94736	97540	100427	103400	106460	109611	112856
<b>Vumbi</b>	83426	85895	88438	91056	93571	96526	99383	102325
<b>Total province</b>	<b>564280</b>	<b>580983</b>	<b>598180</b>	<b>615886</b>	<b>634116</b>	<b>652886</b>	<b>672211</b>	<b>692109</b>

Source : Département de la population, MININTER



La population de la commune Vumbi était d'environ 83 426 habitants en 2003. Pour les 7 prochaines années de 2004 à 2010, cette population atteindra 102 322 habitants, soit une croissance de 22.6 %.

Cette croissance extrêmement rapide pose un problème économique et social. Pour le maintien de la sécurité alimentaire, il faudrait en effet que la production agricole croisse à raison d'un taux de croissance d'au moins de 2,6 % par an. Garder le même niveau de vie supposerait également que la croissance économique soit au moins égale au taux de croissance de la population.

La rapide croissance démographique pose à Vumbi un grave problème d'autant plus que la population atteint une densité considérable. Le développement est rarement compatible avec une telle situation qui entraîne de lourds investissements et rend difficile l'exécution de programmes tels que la scolarisation ou la santé pour tous.

## **CHAPITRE III. AGRICULTURE**

La commune de Vumbi est l'une des plus affectées par la crise alimentaire de ces derniers temps.

Elle se situe dans la région naturelle du Bweru qui fait actuellement face à des périodes cycliques de sécheresse. Cette situation a lourdement pesé sur la production agricole de la commune qui a beaucoup chuté ces dernières années (production du manioc, patate douce, haricot).

L'agriculture occupe plus de 95% de la population qui s'adonne principalement à la production des cultures vivrières et industrielles, et à une moindre mesure aux cultures maraîchères et fruitières.

### **3.1. Système de production**

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles rencontrées dans toutes les autres communes et provinces du pays. Il repose sur une multitude d'exploitations familiales de faible superficie alors même que la commune dispose encore de vastes étendues de terre. L'extension des superficies est limitée par le manque d'intrants agricoles aussi bien les semences que les fertilisants.

Les paysans utilisent un outillage rudimentaire et une main d'œuvre familiale essentiellement féminine. Les femmes labourent, sèment, sarclent, moissonnent et transportent les récoltes...

La production vivrière est avant tout destinée à l'autoconsommation et le petit surplus au marché.

Les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont d'usage rare si pas inexistant. Ainsi, les rendements sont-ils faibles non seulement à cause des facteurs ci-haut cités, mais également à cause des techniques culturales rudimentaires, de l'insuffisance d'intrants, de la dégénérescence de semences, ...

Le mode de culture prédominant est l'association des cultures.

La commune connaît trois saisons à savoir : saison A de septembre à février, saison B de février à juillet et saison C de Juin à octobre.

Certaines cultures telles que le bananier, le manioc, le caféier sont cultivées au cours de toute l'année.

Le régime foncier pratiqué dans la commune est de type coutumier reconnaissant les droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage l'espace et les ménages l'exploitent.

Le mode de faire-valoir direct est le plus usité que le fermage et le métayage.

La malnutrition sévit dans la commune Vumbi à cause de la sécheresse, de la pauvreté et des habitudes alimentaires de la majorité de sa population. L'alimentation de base est composée principalement d'aliments à prédominance glucidique ; notamment les féculents dont, en ordre d'importance : la banane, le manioc et la patate douce.

Les deux premiers féculents se consomment de façon permanente toute l'année.

Le seul aliment de prédominance protéidique consommé quotidiennement est le haricot.

Par manque d'huile, les lipides font défaut dans la consommation alimentaire journalière.

### 3.2. Production comparative des cultures dans la commune et production totale de la commune par rapport à la production de la province

Culture année	banane	haricot	maïs	manioc	p. douce	P d terre	Riz	arachide	sorgho	colocase	Production totale
2001	23436	3907	24	13650	10514	41	220	13	98	1300	
2002	24352	3124	36	19524	20922	48	513	68	250	1925	
2003	25334	2974	40	9266	13336	67	232	64	535	2064	
2004	22725	1855	64	2075	18471	58	608	56	555	2005	
2005	26250	930	107	2135	2101	147	402	12	192	6045	
Production moyenne	<b>24419</b>	<b>2558</b>	<b>54</b>	<b>9330</b>	<b>13069</b>	<b>72</b>	<b>395</b>	<b>43</b>	<b>326</b>	<b>2668</b>	<b>52934</b>
Proportion de la production de chaque culture dans la commune (%)	46	5	0	18	25	0	1	0	1	5	100
Classement des cultures dans la commune	1	5	9	3	2	8	6	10	7	4	
Production totale de chaque culture dans la province	<b>482751</b>	<b>25088</b>	<b>2850</b>	<b>28599</b>	<b>58166</b>	<b>1065</b>	<b>3656</b>	<b>597</b>	<b>17229</b>	<b>9997</b>	<b>629998</b>
Proportion de la production communale par rapport à la production provinciale par culture en %	5.1	10.2	1.9	32.6	22.5	6.8	10.8	7.2	1.9	26.7	8.4
Classement de la commune dans la province	5 <sup>ème</sup>	6 <sup>ème</sup>	6 <sup>ème</sup>	1 <sup>er</sup>	3 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	6 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	7 <sup>ème</sup>	2 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>

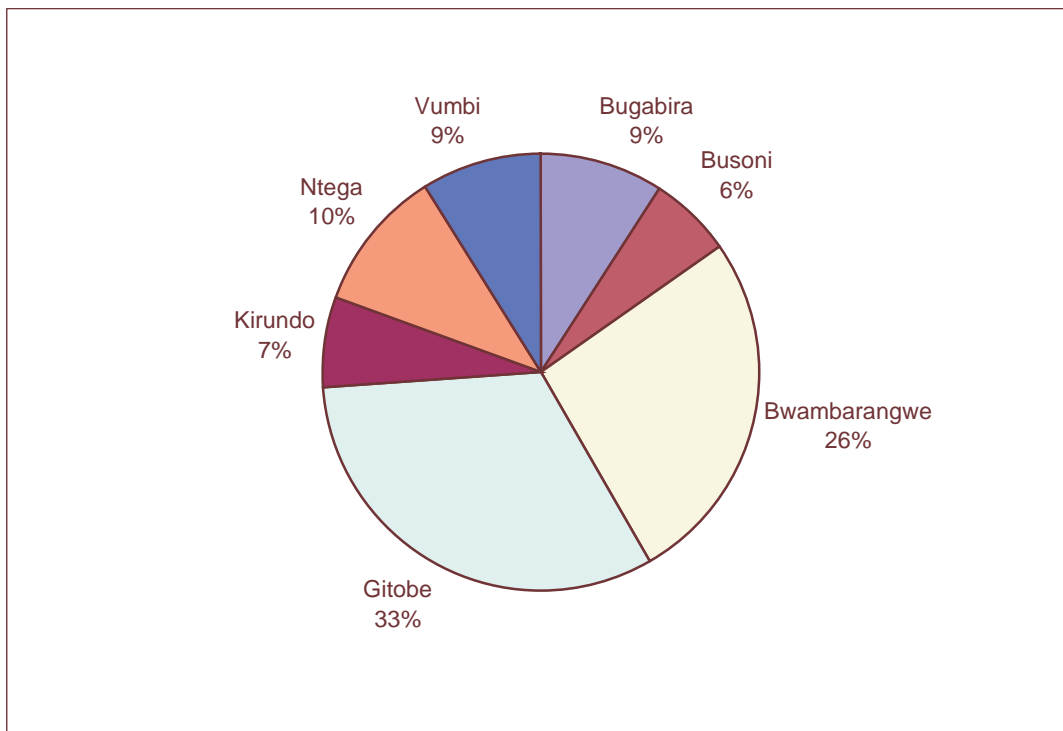
Source : Rapports annuels 2001 à 2005, DPAE Kirundo

Concernant l'importance des cultures dans la commune, la banane occupe la première place avec 46 % de la production totale des cultures, suivi par la patate douce (25 %) et le manioc (18 %). La part des autres cultures ne représente que 11%.

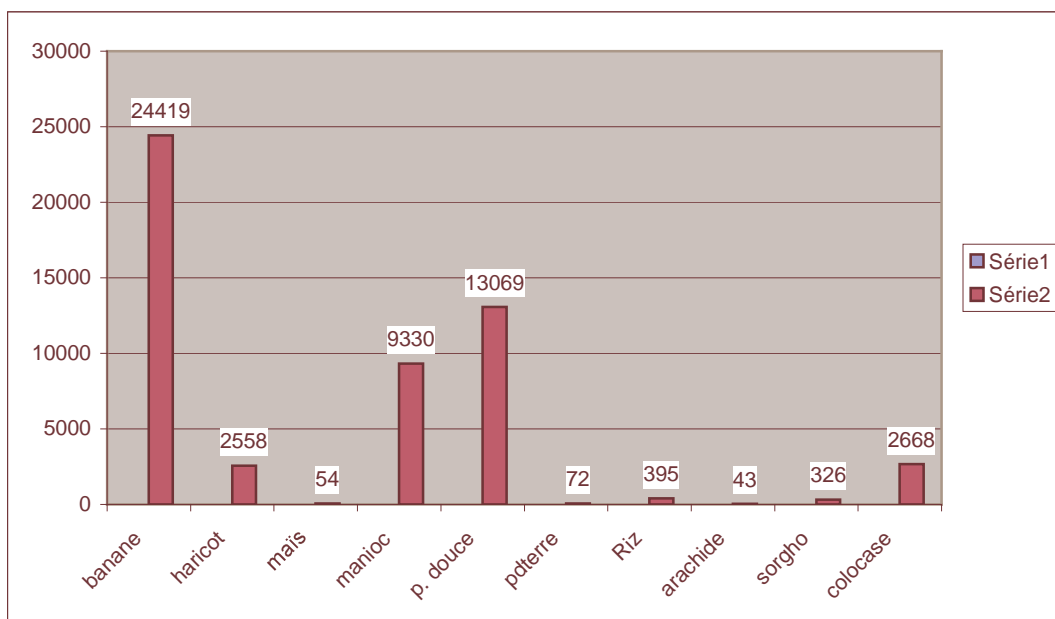
Par rapport à la production totale de la province, la commune Vumbi produit 9 % et occupe le 5<sup>ème</sup> rang au niveau provincial. Les premières communes les plus productrices suivantes dans l'ordre Gitobe, Bwambarangwe et Ntega avec une production totale représentant les 70 % de la production provinciale totale.

La commune Vumbi occupe la première place pour la production du manioc et la 2<sup>ème</sup> place pour la production des colocases.

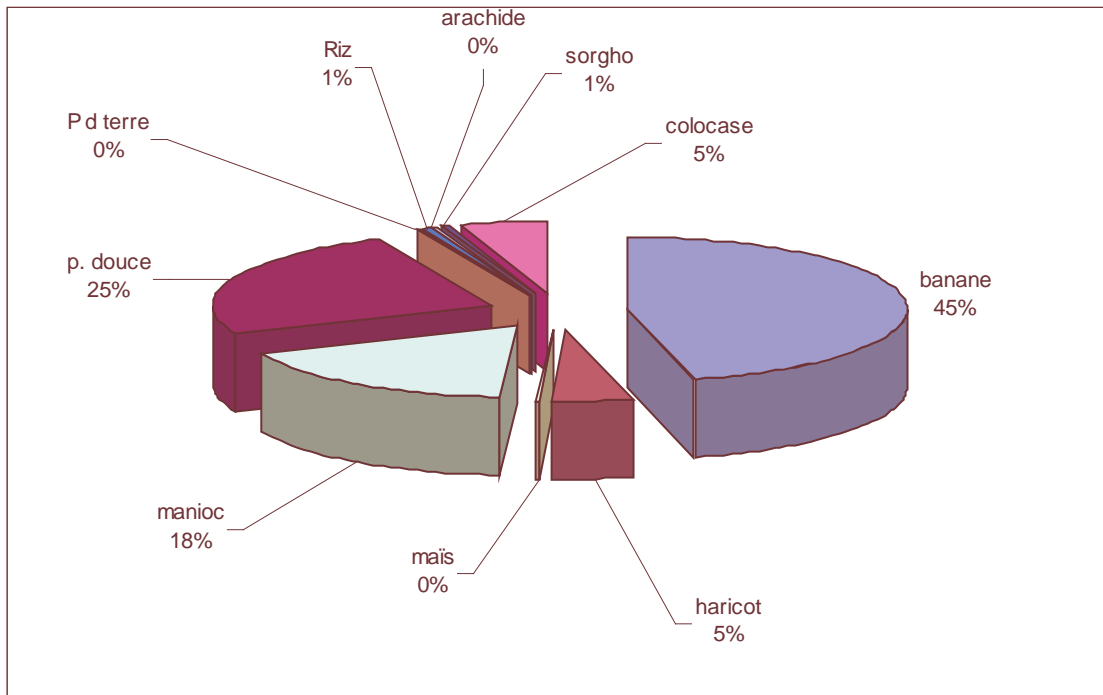
### Proportion de la production moyenne des communes de la province Kirundo (toutes cultures confondues)



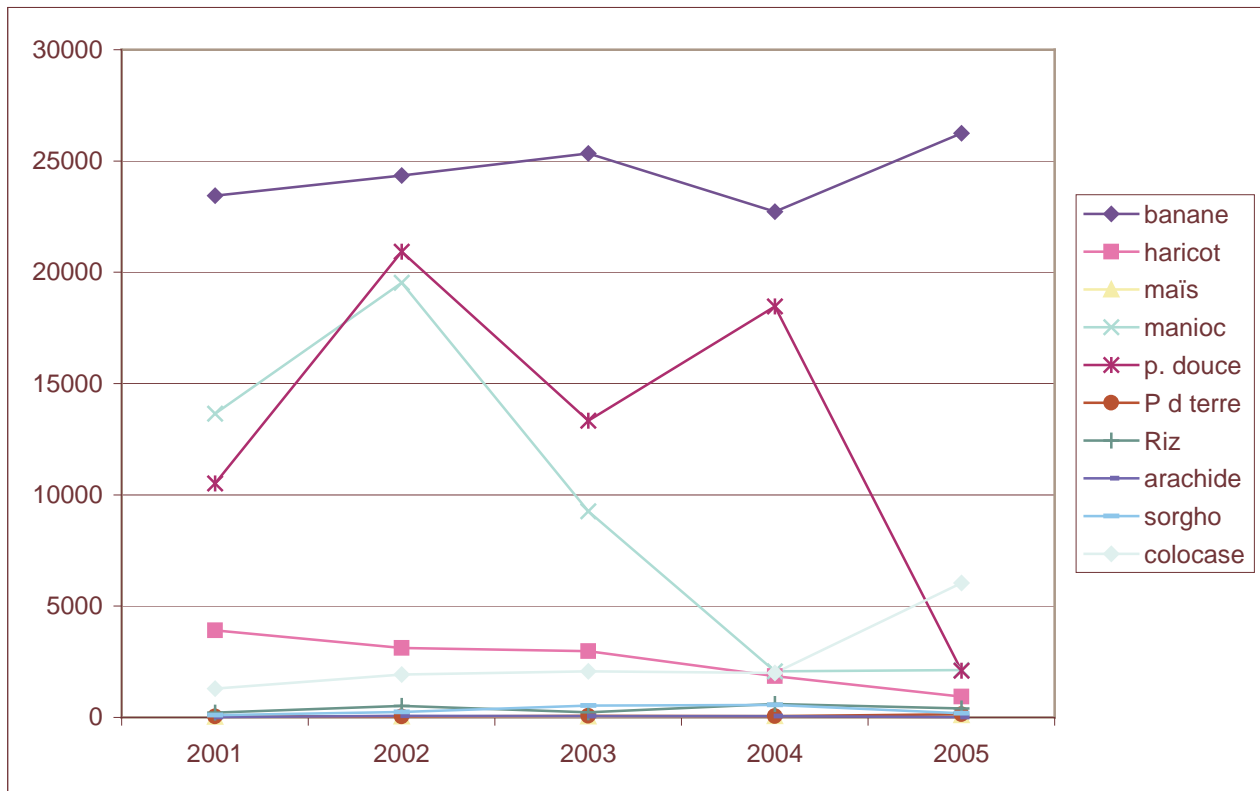
### Classement des cultures dans la commune



### Production comparative des cultures dans Vumbi (%)



### Evolution de la production des cultures de Vumbi entre 2001 et 2005



Les cultures de manioc, patate douce et haricot ont connu une chute significative de production entre 2001 et 2005 dans les proportions respectives de 539%, 400% et 320%.

Cette situation dramatique est causée par la sécheresse qui perdure pendant cette période et aussi à la mosaïque de manioc.

### **3.3. Cultures industrielles**

La seule culture industrielle recensée dans la commune Vumbi est le café.

La production est encadrée par la SOGESTAL Kirundo-Muyinga qui n' a pas pu nous donner des informations par commune.

La superficie emblavée dans la province de Kirundo est de 4987 ha en 2005 soit 7 % de la superficie emblavée au niveau national.

La taille moyenne d'une exploitation familiale de caféiers est de 0,075 ha soit 200 pieds de caféiers par ménage (en tenant compte du fait que 2.666 pieds de caféiers occupent 1 ha).

Les caféiers sont plantés exclusivement en monoculture.

Nous distinguons 3 types de produits café : cerise, café parche (5 kg de cerise donnent  $\pm$  78 g de café marchand) et c'est sous cette forme que le café burundais est exporté à l'étranger.

La production du café a connu une chute drastique dans la commune entre 2003, 2004 et 2005. les statistiques provinciales montrent que la zone Kirundo - Muyinga a représenté 14.2 %, 16.8 % et 0.016 % de la production totale des cerises respectivement en 2003, 2004, 2005.

### **3.4. Facteurs de production**

Le développement du secteur agricole passe obligatoirement par l'utilisation rationnelle des facteurs de production.

Ces facteurs sont nombreux et variés. Certains contribuent directement à la production (terre, main d'œuvre agricole, intrants, ...) tandis que d'autres lui viennent en appui (recherche, vulgarisation, financements...).

#### ***Disponibilité des terres sur les collines et dans les marais***

La densité moyenne de la commune est de 429 habitants au Km<sup>2</sup>, la plus élevée de la province. La commune dispose tout de même de quelques terres encore vierges où l'on peut implanter des centres semenciers ou autres projets.

Les marais non encore aménagés constituent un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture.

En 2005, les superficies des marais dans la commune Vumbi se présentent comme suit :

- Superficie totale des marais de la commune : 1235 ha
- Superficie totale provinciale : 23858 Ha
- Superficie aménagée de la commune : 47 ha
- % occupée : 5.14 %

*Centres semenciers* : Il existe dans la commune un centre semencier à Nyarurambi.

### ***Intrants agricoles***

Au cours de la campagne 2005, la commune Vumbi a reçu les semences suivantes : 29 tonnes de haricots, 5000 boutures de manioc, 2650 kg d'arachide, 220 000 plants de caféiers, 50 kg de semences maraîchères.

### **3.5. Unités industrielles**

La commune Vumbi dispose de 4 unités de transformation du café à Gasura, Vumbi, Mbasi et Kigobe.

### **3.6. Ecoulement des productions**

On observe au cours de ces dernières années une forte régression des volumes des produits agricoles commercialisés.

La commercialisation des produits agricoles, dernier maillon très déterminant du processus de la production agricole et d'élevage, constitue la principale source de revenu pour la population de la commune.

Les prix sont libéralisés ; il n'y a ni fixation ni contrôle des prix. Les rencontres entre acheteurs et producteurs se font de façon informelle sur les cinq marchés. Les prix sont généralement discutés librement entre les deux parties en présence et le niveau de transition se règle par la loi de l'offre et de la demande.

La grande partie de la production vivrière, des légumes et des fruits est commercialisée de façon informelle. Elle s'effectue d'abord au niveau des collines où les opérateurs économiques achètent directement auprès des producteurs ; ensuite au niveau des marchés hebdomadaires ruraux. A côté de ces marchés plus ou moins organisés, une quantité non négligeable des produits au niveau des centres de ramassage saisonniers.

La commercialisation des produits agro-industriels, notamment le café et le tabac, fait l'objet des réglementations spéciales contrôlées par l'OCIBU et la BTC.

La commercialisation des produits agricoles est assurée à travers les 5 marchés suivants :

Localité ou nom du marché	Jour de tenue du marché
Gasura	Mardi, vendredi et dimanche
Muramba	Mercredi et dimanche
Ngere	Mercredi et dimanche
Gikomero	Mercredi et dimanche
Kamabungo	Mercredi et dimanche

### **3.7. Personnel d'encadrement**

A l'image des autres communes, la commune de Busoni dispose d'un personnel technique affecté en permanence à la commune.

Il s'agit de :

- a. au niveau de chaque commune
  - 1 Agronome Communal, Technicien Agronome A2 ;
  - 1 Vétérinaire Communal, Technicien Vétérinaire A2 ;
  
- b. au niveau de zone

Il n'y a pas de personnel à ce niveau

En plus de ces techniciens, les cadres provinciaux font régulièrement des tournées pour le suivi des activités de la DPAE.

### **3.8. Contraintes**

- a) cultures vivrières
  - irrégularité des pluies et chute dramatique des productions allant jusqu'à causer des famines sévères
  - faible disponibilité des intrants (semences et engrais)
  - pas de réponses adéquates aux contraintes rencontrées du fait de la faiblesse de l'encadrement (manque de moyens, démotivation du personnel, préoccupations sécuritaires primant sur les autres)
  - pas de réponses adéquates de la recherche sur
    - o menaces de disparition du manioc suite à la mosaïque
    - o menaces sur les colocases et sur le bananier
  
- b) cultures industrielles
  - l'anthracnose du caféier est une des causes majeures de la chute de la production du café
  - les prix aux producteurs sont trop faibles provoquant des tentatives d'arrachage ou d'abandon des vergers et la fuite de la production vers le Rwanda
  - conjoncture internationale des prix défavorable
  - l'insécurité des dernières années a forcé les populations aux déplacements hors de leurs foyers et la détérioration de la qualité d'entretien de vergers

### **3.9. Potentialités / Atouts en matière agricole**

- une gamme variée de spéculations agricoles (riz, sorgho, haricot, tournesols, ...)
- une demande toujours croissante en produits agricoles
- une main d'œuvre abondante et laborieuse
- le retour de la paix avec possibilité de retour des financements



### **3.10. Actions à mener**

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses
- réhabiliter le centre semencier de Nyarurambi
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions facilement commercialisables (haricot, sorgho, farine de manioc, riz)

## **CHAPITRE IV. ELEVAGE**

### **4.1. Systèmes d'élevage**

Dans la commune Vumbi, le système extensif est le principal mode de production animale, mais des systèmes semi-intensifs commencent à se développer sous l'effet de la pression démographique et le besoin d'intégrer l'élevage à l'agriculture pour la restauration et le maintien de la fertilité des sols.

Les difficultés de gardiennage des animaux suite à la scolarisation du plus grand nombre d'enfants pousse aussi les familles rurales à l'intensification de l'élevage.

Le cheptel bovin de la commune est constitué de la race locale Ankolé, parfois croisé avec Sahiwal et rarement avec Montbéliard et la Frisonne.

L'essentiel de l'alimentation provient des parcours naturels.

Le système semi-intensif ou intégré qui est préconisé par les projets et ONGs qui appuient dans le repeuplement du cheptel évolue lentement. En effet, la diminution des pâturages due à la pression démographique dicte le besoin d'une intensification et d'une intégration agro-sylvo-zootechnique avec plus d'utilisation de fumier et de résidus de récolte.

Certains agents de l'Etat et des collectivités locales ainsi que quelques commerçants se lancent dans l'élevage autour des agglomérations et pratiquent de plus en plus le système semi-intensif à intensif avec des bovins croisés laitiers.

Les petits ruminants sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel, même si un début d'intégration commence à s'observer surtout pour les caprins distribués dans le cadre des projets.

Les systèmes d'élevage porcin se répartissent en trois : l'élevage traditionnel, l'élevage semi intensif et l'élevage intensif. On rencontre dans la commune des porcs sous étable en permanence comme on en rencontre sur les routes ou dans les pâturages.

Les systèmes d'élevage avicole reposent exclusivement sur le système traditionnel où on élève le plus souvent en liberté quelques poules. L'élevage avicole traditionnel ne dégage pas de revenus importants, mais en revanche, il coûte pratiquement rien et ne requiert aucun travail particulier.

La guerre qui a éclaté en octobre 1993 a fortement touché le sous-secteur élevage, car dès le début de la crise, le bétail et les infrastructures d'élevage ont été et sont restés les cibles privilégiées des rebelles et d'autres bandits qui ont profité de l'insécurité.

## 4.2. Effectifs des animaux

### 4.2.1. Evolution des espèces de 2001 à 2005

Année	Bovins		Ovins	caprins	porcins	volailles
	A	L				
1997		1280	233	6605	514	5219
2001		1261	4613	13046	502	5090
2002		2122	4672	13376	650	5672
2003		2315	3564	14141	837	5655
2004	5	1668	461	16344	940	5734
2005	8	2168	520	16150	810	6232
Augmentation		907	4093	3104	308	1142
%		72	89	24	61.3	22.4

Source : Responsable provincial de l' Elevage, Rapport annuel 2005, DPAE Kirundo

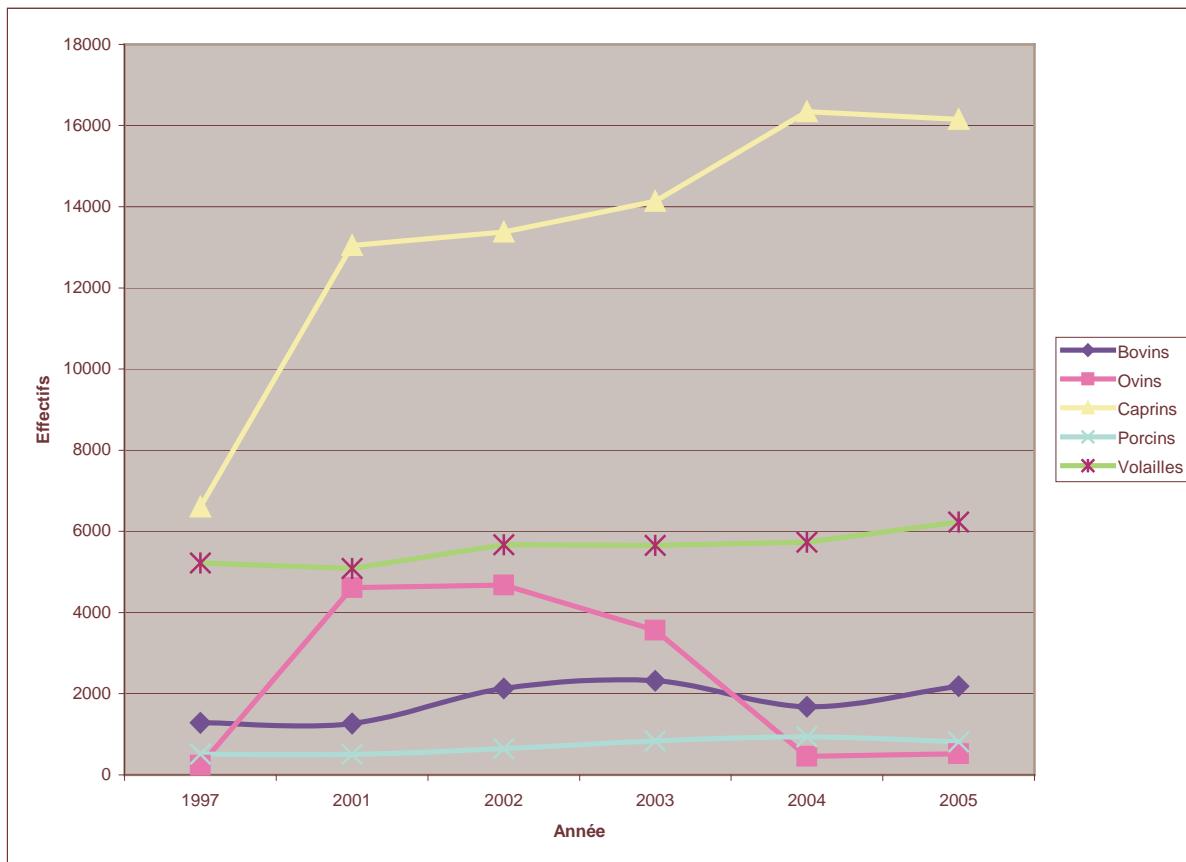
Tous les types d'élevage ont connu des augmentations significatives entre 2001 et 2005.

C'est l'élevage ovin suivi de l'élevage bovin et caprin qui ont connu des augmentations les plus importantes avec respectivement 89, 72 et 61 % d'accroissement des effectifs.

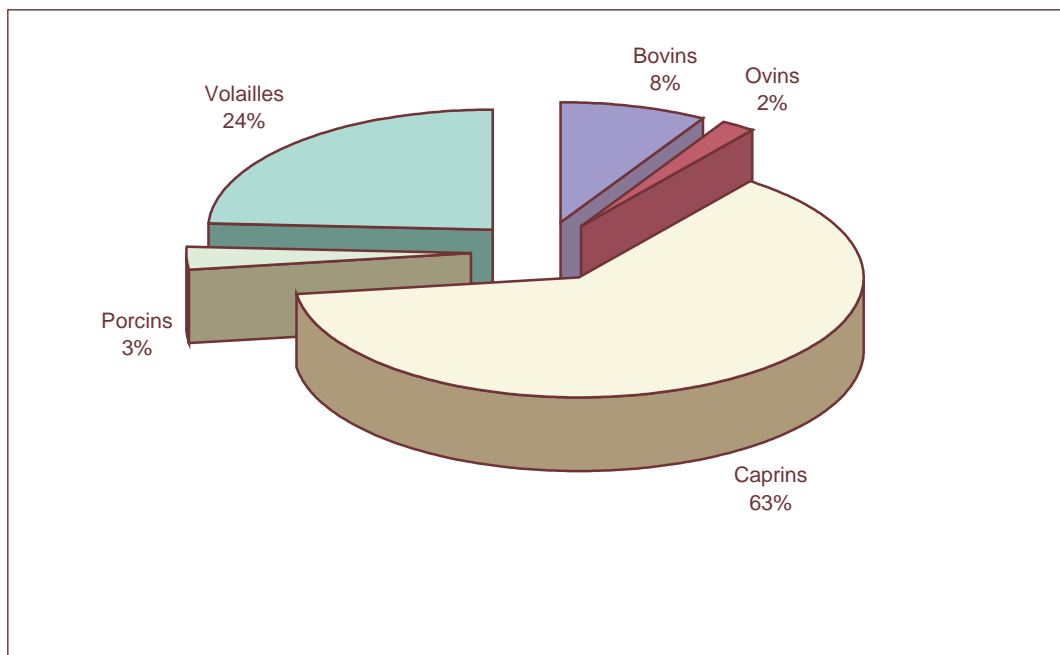
Ceci est une conséquence immédiate des facteurs combinés de l'amélioration de la sécurité et de l'arrêt des pillages incitant les populations à réinvestir dans l'élevage, spéculation dont le rôle est primordial dans la vie économique des ménages.

La commune Vumbi détient 11 % des effectifs totaux de la province toutes espèces confondues et se place au 5ème rang.

### *Evolution des effectifs des animaux d'élevage de 1997 à 2005*



#### 4.2.2. Effectifs comparés entre espèces d'élevage dans la commune en 2005 (%)



#### 4.2.3. Situation comparée de la commune Vumbi avec les autres communes de la province de Kirundo

	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles
Bugabira	21,2	10,5	13,7	13,9	10,9
Busoni	21,8	21,9	23,3	18,8	30,1
Bwambara	6,1	11,6	17,7	10,1	16,1
Gitobe	8,2	15,0	6,9	11,2	7,9
Kirundo	18,3	7,2	9,0	29,1	14,3
Ntega	13,0	24,4	16,0	5,7	12,8
<b>Vumbi</b>	<b>11,4</b>	<b>9,4</b>	<b>13,3</b>	<b>11,2</b>	<b>7,9</b>
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

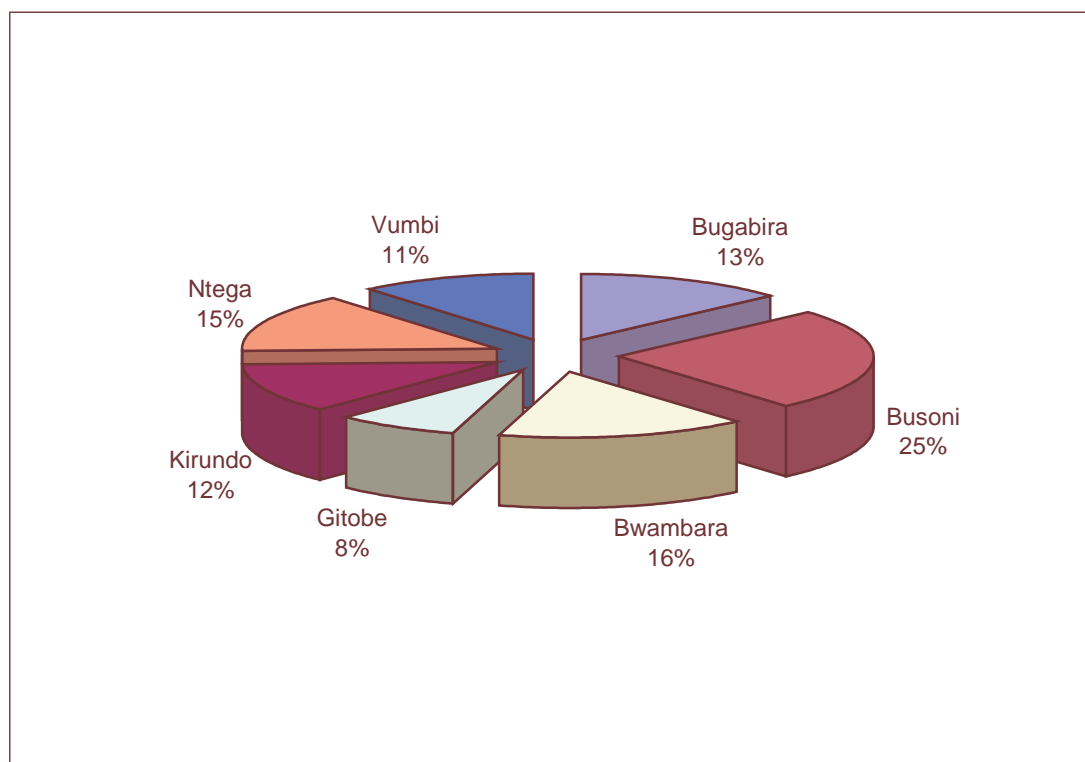
Source : Responsable provincial de l' Elevage, Rapport annuel 2005, DPAE Kirundo

On remarquera que la commune dispose de 11.4 % des effectifs bovins (5<sup>ème</sup> place au niveau provincial), de 9.4 % des effectifs des ovins (6<sup>ème</sup> place), de 13.3 % des caprins (5<sup>ème</sup> place ), 11.2 % des porcins (5<sup>ème</sup> place et enfin 7.9 % des effectifs des volailles (soit dernière place). En tout la commune se situe à la 6<sup>ème</sup> place avec 11.2 % des effectifs totaux des animaux élevés dans la province.

#### 4.2.4. Effectifs des animaux en 2005 : Classement des communes

Commune	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles	Total	Proportion	Classement
Bugabira	4053	580	16600	1002	8560	30795	13.3	4ème
Busoni	4172	1213	28300	1360	23700	58745	25.3	1ère
Bwambara	1160	643	21455	728	12712	36698	15.8	2ème
Gitobe	1569	833	8420	810	6219	17851	7.7	7ème
Kirundo	3499	398	10912	2100	11296	28205	12.2	5ème
Ntega	2476	1352	19400	415	10050	33693	14.5	3ème
Vumbi	2168	520	16150	810	6232	25880	11.2	6ème
Total	19097	5539	121237	7225	78769	231867	100	

Source : Responsable provincial de l' Elevage, Rapport annuel 2005, DPAE Kirundo



### **4.3. Situation des infrastructures d'élevage**

<b>Types d'infrastructures</b>	<b>Nombre</b>	<b>Localité</b>	<b>Etat</b>	<b>Disponibilité des services et produits</b>
Centre de santé vétérinaires	2	Nyarurambi	Mauvais	Interrompue
		Vumbi	Bon	Interrompue
Dipping tank	3	Nyarurambi	Mauvais	Interrompue
		Nyagatovu	Mauvais	Interrompue
		Gikomero	Mauvais	Interrompue
Couloirs d'aspersion	4	Nyarurambi	Mauvais	Irrégulière
		Kigobe	Bon	Irrégulière
		Nyamisagara	Mauvais	Interrompue
		Mutoyi	Bon	Régulière
Pharmacies vétérinaires	1	Gasura	Bon	régulière

Source : Responsable provincial de l' Elevage, Rapport annuel 2005, DPAE Kirundo

Avant la crise, la commune comptait 2 centres de santé vétérinaires, 4 couloirs d'aspersion et 1 pharmacie vétérinaire et 3 dipping tank.

Toutes ces infrastructures sont actuellement soit interrompues soit irrégulières faute de disponibilité des produits à l'exception du couloir d'aspersion de Mutoyi qui est fonctionnel et en bon état.

### **4.4. Approvisionnement en géniteurs**

Dans la commune de Vumbi, on rencontre le gros des effectifs des animaux améliorés grâce au développement de l'élevage péri –urbain qui s'est développé pendant la crise.

Les races diffusées sont le Sahiwal, les Frisonnes, le Montbéliard, Ankolé et Jersey.

L'approvisionnement est assuré par les privés, les paysans, les ONGs, la FAO et d'autres projets.

Les géniteurs distribués sont principalement de race laitière. Il s'agit des taureaux géniteurs Frisonnes de race pure ou croisés. Les approvisionnements se font à partir de la Tanzanie ou d'autres provinces pour les bovins et du Rwanda pour les caprins.

Actuellement les privés ont devancé les services publics au point que la diffusion se fait entre éleveurs.

La FAO joue également un rôle important à travers son programme de repeuplement du cheptel, plus particulièrement pour les bovins.

La race Sahiwal est en perte de vitesse au détriment des races laitières Frisonnes, Jersey, Montbéliard et Brune Suisse. La race Frisonne est la plus recherchée par les éleveurs progressistes de Kirundo.

En 2004, 3 génisses de race laitière ont été distribuées en milieu rural contre 3 en 2005.

Le programme de repeuplement du cheptel a diffusé dans les différentes communes des animaux améliorés suivant la logique de la chaîne communautaire.

Comme le montre le tableau ci-bas, la commune de Vumbi a reçu des quantités négligeables par rapport à ce qu'on a distribué dans les autres communes.

Commune	Animaux distribués					
	Bovins		caprins		porcins	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Bugabira	7	5	107	42	-	-
Busoni	21	10	180	340	120	-
Bwambarangwe	11	9	96	32	-	-
Gitobe	8	-	-	-	-	-
Kirundo	115	40	3238	2394	-	-
Ntega	11	6	-	-	-	-
Vumbi	3	3	921	-	-	-
Total province	175	73	4542	2808	120	0

Source : Responsable provincial de l' Elevage, Rapport annuel 2005, DPAE Kirundo

Tous les animaux reçus dans le cadre de ce programme sont élevés dans des fermettes en stabulation permanente.

#### 4.5. Les marchés d'animaux

C'est le marché de Gasura qui abrite un centre important de vente des animaux. Ainsi en 2005, les statistiques fournies par la comptabilité communale renseignent que 68 bovins, 6500 caprins, 350 ovins et 450 porcs ont été vendus sur ce marché.

#### 4.6. Bulletin vétérinaire

Tableau sur le bulletin vétérinaire établi pour toute la province (année 2005)

Maladies	Nombre de cas					
	bovins		caprins		porcs	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Conjonctivites	36	45				
Fièvre de 3 jours	98	135				
Peste porcine					903	
Strongylose	2622	2708	236	615		
Distomatose	902	823		37		
Maladies parasitaires confondues			1432			
Gâles	28	106				
Teignes	358	412				
Thélaziose	236	136				

Source : Responsable provincial de l' Elevage, Rapport annuel 2005, DPAE Kirundo

Au regard du nombre de cas recensé chez les bovins, les maladies les plus importantes dans la province sont la strongylose, la distomatose et les maladies parasitaires.

Pour les caprins ce sont principalement les strongyloses et les maladies parasitaires.

Pour les porcs, c'est la peste porcine qui a fait près d'un millier de cas en 2005.

Pour ce qui est des produits vétérinaires, ils sont commercialisés par les privés. Ils se paient au comptant, l'Etat n'accordant plus de subventions. Toutefois, ce dernier intervient quand il y a apparition des épizooties en procédant à des vaccinations systématiques massives sur les espèces animales concernées.

Tous les produits vétérinaires sont importés de l'étranger et commercialisés en gros ou au détail par les pharmacies privées de Bujumbura.

Les produits les plus sollicités sont : les Vermifuges, les Acaricides, les Antibiotiques, les Antithéliériens, les Vitamines, les Antiseptiques et les Sulfamides.

#### **4.7. Contraintes, potentialités et actions à mener**

##### **Les contraintes**

La baisse de la productivité du sous secteur est due d'une part aux contraintes structurelles vieilles de plusieurs décennies et d'autre part aux contraintes conjoncturelles liées à la crise.

##### *Contraintes structurelles*

- La pression démographique qui, liée au régime social de succession, provoque l'atomisation et la surexploitation des propriétés familiales. Ce qui conduit à la baisse de la fertilité des terres et au déclin de l'élevage traditionnel.
- L'engagement des populations à pratiquer l'intensification de l'élevage est contrarié par les difficultés d'accès aux facteurs performants de production (animaux et autres intrants de l'élevage), le pouvoir d'achat des agri-éleveurs, le manque d'organisation des familles rurales et l'étroitesse des marchés d'écoulement des produits d'élevage. Cette situation entraîne la décapitalisation progressive des exploitations agricoles, l'insécurité alimentaire et l'accroissement de la pauvreté et le chômage rural.
- La faible formation des agri-éleveurs, des chercheurs et des agents d'encadrement réduit le niveau du savoir-faire et des innovations technologiques. Ce problème est plus préoccupant pour les femmes qui jouent un grand rôle dans la production agro pastorale.
- Le financement des petits exploitants et des opérateurs privés et potentiels du secteur a été et reste toujours insuffisant au profit des structures publiques lourdes et budgétivores. Le micro-crédit est peu développé et la plupart des institutions bancaires hésitent à investir dans l'élevage.

##### *Contraintes conjoncturelles*

Les contraintes nées de la crise ont aggravé celles décrites ci-dessus et sont essentiellement :

- Les difficultés d'approvisionner les populations rurales en intrants d'élevage manufacturés( produits et matériels vétérinaires, produits et matériels d'insémination artificielle, etc.) et les animaux de races améliorées.
- La perte du cheptel animal fournisseur d'aliments d'origine animale (viande, lait, œuf) et du fumier destiné à l'amélioration du potentielle fertilité des sols ainsi que les dégâts énormes sur les infrastructures et équipements d'élevage.
- La destruction et l'abandon des infrastructures d'élevage jadis réparties dans toutes les zones

- La flambée vertigineuse des prix des intrants et des denrées alimentaires qui entrent dans la composition des aliments composés du bétail. Ce qui rend insuffisant des sources d'approvisionnement en aliments du bétail.

### Les potentialités

Les atouts ne manquent pas pour le développement de l'élevage :

- ✓ Chaque burundais est potentiellement éleveur et possède une culture ancienne dans le domaine de l'élevage.
- ✓ Le rôle prépondérant de l'élevage dans la vie sociale et économique des ménages (fertilisation organique)
- ✓ Une demande toujours croissante des produits d'élevage.
- ✓ Avec la restauration de la paix et de la sécurité d'une manière durable, le Gouvernement, les différents bailleurs de fonds (Banque Mondiale, FIDA, Union européenne, BAD, PNUD et la FAO), les ONG et les privés sont disposés à apporter des fonds nécessaires pour le financement du sous-secteur élevage
- ✓ La commune regorge d'un potentiel humain qui, s'il est mobilisé et encadré peut donner un nouvel élan au secteur élevage. Il s'agit essentiellement d'une population rurale jeune et abondante (qu'il faudrait former, sensibiliser et organiser pour améliorer leur condition de vie) et de tout le staff technique d'encadrement qui est sur place au niveau de la province et de la commune.
- ✓ L'existence du patrimoine foncier de l'état, des infrastructures et équipements qui peuvent être réhabilités (anciennes fermes d'élevage abandonnées, station de recherche actuellement sous-utilisée, l'existence des différents mélangeurs d'aliments pour bétail à Mahwa, Ngozi, Muramvya, Gitega, des agro-industries : SOSUMO (mélasse), SRDI (son de riz), Minoterie de Muramvya (son de blé), Brarudi (drêche), COGERCO (tourteau de coton), Huilerie de palme (Tourteau de palmiste), etc... Il faudrait les valoriser en privilégiant l'exploitation par les privés, les organisations des producteurs et les ONGs.

### Les actions à mener

- ✓ La poursuite de la politique de repeuplement du cheptel et la généralisation de la chaîne de solidarité communautaire dont le succès a été démontré par certains projets tel que le « Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Gestion de l'Environnement de la FAO » en matière d'accélération de l'intensification et de la culture fourragère.

Pour assurer au programme de repeuplement un maximum de succès, des mesures d'accompagnement devront être mises en œuvre. Il s'agit entre autres de :

- La relance du programme d'immunisation contre les maladies disposant des vaccins
- La réhabilitation et l'installation des unités de production d'aliments pour bétail au niveau des provinces;
- La réhabilitation des infrastructures zoo sanitaires et la mise à disposition du personnel d'encadrement rapproché
- La multiplication et la diversification des cultures fourragères et leur conservation ;
- La création des fermes modernes modèles de l'Etat dans les provinces.



## **CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE**

### **5.1. PECHE**

L'activité de pêche n'est pas signalée dans la commune Vumbi.

### **5.2. PISCICULTURE**

#### ***Généralités***

En commune Vumbi comme pour les autres communes de Kirundo, les activités piscicoles ont débuté autour des années 1990 par des actions conjointes du PNUD et de la FAO et le programme des volontaires du corps de la paix des Etats Unis d'Amérique.

En collaboration avec le département des eaux, pêche et pisciculture et la DPAE Kirundo, les volontaires du corps de la paix à Kirundo assuraient l'encadrement technique des travaux piscicoles dans toute la Province.

Depuis 2003 jusque maintenant l'encadrement technique en pisciculture est assuré par la DPAE Kirundo.

Actuellement, à part quelques étangs piscicoles éparpillés ici et là dans les marais à titre individuel, la plupart des exploitants travaillent en associations.

Les associations piscicoles connues sont au nombre de vingt six dont deux à Busoni

#### ***Statistiques sur les productions***

Les statistiques fournies par le technicien provincial chargé de la pisciculture nous renseignent que la commune Vumbi possède 9 étangs piscicoles totalisant 45 ares avec une capacité de production annuelle de 1500 Kg de tilapias.

La commune n'a pas bénéficié d'un appui quelconque ni en intrants ni en alevins de repeuplement des étangs.

#### ***Contraintes***

Parmi les contraintes majeures, l'on pourrait citer :

- absence de centres de production d'alevins de bonne qualité ;
- absence des centres de formation en matière de pisciculture pour les encadreurs et autres agents de vulgarisation ;
- vols fréquents des poissons dans les étangs.

#### ***Potentialités***

La présence d'agents bien que mal formés et mal équipés.

#### ***Solutions envisagées***

Entrevoir la possibilité d'implantation des centres des formations à travers le pays.

Relancer le financement du secteur

## **CHAPITRE VI. FORETS**

La province de Kirundo en général et en particulier la commune de Vumbi connaissent une période de sécheresse dramatique. Cette situation est, selon plusieurs experts, imputables à la dégradation des forêts et au déboisement accéléré auxquels la région a été confrontée pendant plusieurs décennies.

L'Agroforesterie est presque généralisée dans tous les champs et elle est beaucoup plus développée que la foresterie.

Des efforts de production des plants sont réels. Plus de 700 000 plants ont été produits et diffusés entre 2004 et 2005.

Curieusement, la **forêt ne pousse pas et il y a lieu de s'interroger :**

- Est-ce que réellement les populations les plantent ou les programmes restent du ressort de la démagogie politique ?
- Est-ce que les chiffres annoncés par les autorités sont vrais ?
- Est-ce une faible adhésion des communautés qui n'accorderaient que de faibles soins et une protection insuffisante des plants contre les animaux élevés en divagation sur les pâturages où sont installées les pépinières et les jeunes plants?
- Est-ce les seuls problèmes importants de termites et de sécheresse signalés ?
- Est-ce les conséquences d'une mauvaise période de repiquage suite aux retards administratifs lors de la distribution

Il y a du tout ça et la réalité est que la dégradation suit son cours.

Dans la commune Vumbi, 86 % des boisements appartiennent à l'Etat et il est de notoriété publique que la chose publique est la moins soignée au Burundi. Faudrait-il revoir le statut d'appartenance de ses forêts et boisements artificiels domaniaux ?

### **6.1. Forêts naturelles**

La commune de Vumbi possède deux forêts naturelles qui couvrent une superficie de 5 ha. Ces forêts sont constituées des Acacia sp.

### **6.2. Boisements artificiels**

Les boisements artificiels couvrent 548 ha dont 469 ha appartiennent à l'Etat (85.5%) et les 15% restant appartiennent aux collectivités locales et aux privés.

Les statistiques zonales ou collinaires sur les boisements sont reprises ci-bas.

Zones	Localisation du boisement	Type d'essence	Superficie en ha	Propriétaire
Vumbi	Rabiro	Eucalyptus	15	Etat
	Cendajuru	Eucalyptus	20	Etat
	Murambi	Grevilléa	1	Communal
	Nyamisagara	Eucalyptus	25	Etat
	Canika	Eucalyptus	12	Etat
	Gikombe	Callitris	4	Communal
	Nyamibangamyi	Eucalyptus	5	Communal
	Kiziba	Eucalyptus	10	Communal
	Rwimanzovu	Eucalyptus	17	Etat
	Kabuye	Eucalyptus	6	Collectivité
	Nyabikenke	Eucalyptus	13	Etat
	Cibumba	Eucalyptus	20	Etat
	Kavumu	Eucalyptus	37	Etat
	Ryamwezi	Euca. + Call.	75	Etat
	Gashingwa	Euca. + Call.	20	Etat
	Muyange	Euca. + Call.	35	Etat
	Gatwaro	Callitris	25	Etat
	Nyamivuma	Eucalyptus	7	Communal
	Mutumba	Euca. + Call.	56	Etat
	Bwinyana	Euca. + Cyp.	8	Communal
	Musenga	Eucalyptus	5	Communal
	Rwisuri	Eucalyptus	9	Communal
	Rwamikore	Callitris	17	Etat
	Nyagatovu	Eucalyptus	12	Etat
	Burara I	Euca. + Calli.	54	Etat
	Burara II	Eucalyptus	11	Individus
	Gasura	Eucalyptus	3	Collectivité
	Vumbi I	Eucalyptus	10	Communal
	Vumbi II	Eucalyptus	16	Etat

Source : Responsable provincial forestier, Juillet 2006

### **6.3. Production des plants forestiers**

Les efforts de reboisement de plusieurs partenaires ont permis la production des milliers de plants forestiers et agro forestiers comme présenté dans le tableau suivant :

Producteurs	Nombre de plants produits	
	2004	2005
Privés	0	0
Groupements locaux	0	120 000
Commune	0	0
Etat	50 000	327 600
Autres (projets, ONGs)	130 000	140 000
<b>Total</b>	<b>180 000</b>	<b>587 600</b>

Source : Responsable provincial des forêts

Les plants sont distribués aux populations à base de prix fortement subventionné de 20 à 30 francs Bu le plant.

### **6.4. Production forestière**

Année	Bois de feu		Bois d'oeuvre		Bois de services	
	Charbons (nbre de sacs)	Stères ( m 3)	Planches (nbre)	Madriers (nbre)	Perches (nbre)	Poteaux (nbre)
2004	407155	1505803	728547	393316	926700	38
2005	332740	1930200	741910	474041	1357355	41
<b>Total sur les deux ans</b>	<b>739895</b>	<b>3436006</b>	<b>1470457</b>	<b>867357</b>	<b>2284055</b>	<b>79</b>

Source : Responsable provincial des forêts

### **6.5. Transformation du bois**

Nombre de scieries : 0

Nombre de menuiseries : 25

Nombre de fabriques de charbon : 17 emplacements réguliers amis qui emballent du charbon venant d'un pue partout.

### **6.6. Principales contraintes, potentialités et perspectives**

#### **Contraintes**

Dans la province de Kirundo, le secteur de la forêt souffre des mêmes tares qui affectent la gestion des forêts au niveau national. En effet, le secteur forestier est jeune, mais il nécessite une organisation technique et financière. Les grands défis auxquels le secteur forestier fait face sont les suivants :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;

- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la faible implication des populations et des administratifs à la base, au niveau de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation forestière, le code forestier, le code foncier, le code de l'environnement.
- l'administration territoriale, partenaire incontournable, dans la gestion des ressources naturelles en générales et des forêts en particulier, confrontée aux problèmes de manque de propriété foncière, aux problèmes de rapatriés et des déplacés intérieurs, distribue des terres boisées aux demandeurs et participent à la dégradation de l'environnement

### **Actions à mener**

Dans le souci de limiter les pressions anthropiques sur les forêts (boisements et aires protégées), la politique nationale qui est appliquée à Kirundo qui s'emploie à développer l'agroforesterie et autres activités génératrices de revenus autour des écosystèmes forestiers.

L'amélioration des rendements en énergie en utilisant des foyers améliorés pourrait aider à préserver les forêts de la surexploitation.

La mise en place des outils gestion dans un cadre participatif, devrait permettre d'améliorer la situation des forêts dans l'intérêt des générations présentes et futures.

## **CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT**

### **7.1. Industrie**

En dehors des industries agro-alimentaires axées sur la transformation du caféier, la commune ne dispose d'aucun autre type d'industrie.

Les unités artisanales de transformation du bois ne peuvent pas être assimilées à des activités industrielles.

Les unités de transformation du caféier recensé dans la commune Vumbi sont au nombre de 2 usines de dépulpage et de lavage du café situées dans les localités de Gasura, Vumbi, Muramba et Kigobe.

### **7.2. Artisanat**

Il est remarquable que le secteur de l'artisanat dans cette commune comme au Burundi ait connu ces derniers temps beaucoup de contraintes dans le développement ; ceci suite à l'absence d'une politique claire en matière du développement artisanal.

Le secteur artisanal a souvent été délaissé et relégué au dernier rang des autres secteurs socio-économique. Il ne serait pas alors étonnant de remarquer qu'après analyse de l'évolution de ce secteur combinant les aspects de production et de formation, l'essor connu n'est en aucun cas satisfaisant.

Cependant il constitue une alternative sérieuse pouvant désengorger le secteur agricole étouffé par la surpopulation et la pression insoutenable sur le facteur terre.

Il est malheureux de constater que les artisans font recours à leur unique génie sans appui de l'Etat quand l'une ou l'autre ONG ou projet ne vient secourir quelques associations éphémères.

Le secteur est caractérisé par un vaste éventuel d'activités variées à travers lesquelles on distingue 3 types d'artisanat :

- L'artisanat de production
- L'artisanat de service
- L'artisanat d'art

Chaque type d'artisanat s'articule sur une série de filières

### **7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat**

#### ***Artisanat de production***

Appelé également « Artisanat Utilitaire », il est le plus pratiqué dans la commune et accapare le plus grand nombre d'artisans et d'unités de production artisanales. Il comprend différents métiers qui, dans l'exécution, possèdent une phase de transformation. Nous citerons entre autres la menuiserie pour la filière « Bois », la tuilerie et la briqueterie pour la filière « Terres-cuites et carrières », la Forge et Constructions Métalliques pour la filière « Métal », la vannerie et la fabrication des brosses et sacs à main pour la filière « Fibres Végétales », la broderie et la couture pour la filière « Textile ».

Cette catégorie d'artisanat est rencontrée presque partout dans la commune avec une qualité de produits variable suivant l'exigence et le pouvoir d'achat de la clientèle ainsi que le niveau technique du savoir-faire de l'artisan.

#### **Situation de l'artisanat de production**

Le nombre d'artisans recensé par filière se présente comme suit :

- Menuiseries : 2
- Briqueteries : 4
- Tuileries : 3
  
- Boulangeries : 1
- Poteries : 0
- Forge : 0
- Savonnerie : 0
- Vannerie et tissage : 0

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux.

### ***Artisanat de service***

Cette catégorie d'artisanat est en grande partie rencontrée dans les centres urbains. Les artisans qui s'adonnent à ce type d'activités rendent des prestations de services qui, en grande partie sont en rapport avec les réparations des équipements ménagers (radio, frigo, cuisinière, montre, télévision) ; les réparations et entretien des moyens de déplacement (véhicule, motos, vélos, etc ....) ; bref, ce domaine est prospère suite aux relations entre clients et artisans. Il est généralement propriété privée des artisans.

Dans la commune Vumbi, on rencontre les types suivants :

Couture : 2

Soudure : 2

Atelier de réparation électro-mécanique : 1

Cordonnerie: 0

Boucherie: 0

### ***Artisanat d'art***

Au niveau national, les activités de ce type d'artisanat débouchent sur la production d'objets plutôt décoratifs. Il commence à prendre forme parallèlement au développement du tourisme. Se retrouvent dans cette catégorie : la sculpture sur bois, sur métal, en argile ; le travail sur les pierres précieuses ; la peinture sur tissus, sur bois, en feuille de bananier ; la pyrogravure etc.

Il est implanté dans les centres urbains et se développe considérablement. Des kiosques de produits artisanaux se retrouvent sur des axes principaux et sont principalement des articles propres pour l'exportation car, le marché local est restreint pour ce type d'artisanat.

Pour faire connaître ces produits, le Burundi participait auparavant à des foires régionales ou internationales qui ont connu de réels succès.

A Vumbi, il n'est pas signalé ce genre d'artisanat.

#### **7.2.2. Principales contraintes liées au secteur de l'artisanat**

- L'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- L'inadéquation production-écoulement des produits artisanaux ;
- L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public ;
- Les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.

#### **7.2.3. Partenaires et bailleurs de fonds : Intervenants dans le secteur**

- L'Etat burundais
- L'assistance étrangère bilatérale ou multilatérale ou ONGs
- Les confessions religieuses ou collectivités locales
- Les associations sans but lucratif
- Les artisans et autres promoteurs privés.

La Coordination provinciale de l'enseignement des métiers est la seule structure officielle provinciale connue pour s'occuper des métiers et artisanat. Ses moyens limités pour ne pas dire inexistantes la rendent quasi inconnue des artisans de la commune.....

### **7.3. GEOLOGIE, MINES ET MINERAIS**

Les indices de minéralisation identifiés dans la province Kirundo sont : SnO<sub>2</sub>, W et l'Or.  
La géochimie semi-détaillée de la province révèle les éléments prédominants suivants : Sn, W, Pb, Zn.

La prospection géologique et minière qui complète les travaux précédents a abouti à une mise exploitation des gisements de Tourbe, Sn, W, Nb , Ta, SnO<sub>2</sub>, W<sub>03</sub>

## **CHAPITRE VIII. COMMERCE, TRANSPORT ET COMMUNICATION**

### **8.1. COMMERCE**

Dans la commune de Vumbi, le commerce intérieur a été sérieusement perturbé pendant la crise. Les circuits de distribution intérieurs, les centres de négoce, les magasins et autres boutiques ont été détruits ou pillés. Les produits importés ont connu des flambées suite à la spéculation et à la contrebande.

Le secteur commercial occupe une place importante dans la vie de la commune car il constitue la seule ressource financière des communes via les taxations diverses.

Les activités commerciales sont réalisées principalement à travers 3 marchés ruraux dans lesquels opèrent près de 18 commerçants permanents et plus de 271 petits commerçants détaillants dans des boutiques, cabarets et stands / échoppes montés lors des jours de marchés

Ces marchés procurent à la commune des taxes annuelles évaluées à 13 120 827 Fbu.

Les principaux produits de commerce sont les denrées alimentaires et les articles ménagers. L'activité est assurée par les nationaux avec une prédominance des hommes.

#### **8.1.1. Situation du secteur commercial**

##### Effectifs des opérateurs dans le commerce formel et informel

Nom du marché ou centre de négoce	Taxes perçus en 2005	Nombre de commerçants		Nombre de stands, boutiques et cabarets			
		H	F	Boutiques	restaurants	Cabarets	échoppes
Gasura	2800000	10	0	160	6	102	70
Muramba	800000	5	0	31	3	-	20
Ngere	1028900	3	0	80	-	-	40
<b>Total commune</b>	<b>4630905</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>271</b>	<b>9</b>	<b>102</b>	<b>130</b>

Source : Comptabilité communale



Toutes les zones de la commune Vumbi sont dotées de marchés ou centres de négoce. Au total, la commune compte 3 marchés tous non aménagés.

Le dynamisme du secteur peut être apprécié à travers le niveau des recettes communales. Ces marchés procurent à la commune des taxes annuelles évaluées à 13 120 827 Fbu comprenant les recettes générées par l'exploitation des marchés ( 4630905 Fbu) et les taxes sur les activités qui se déroulent sur les centres de négoce (8491927 Fbu).

**NB** : Les recettes aux alentours de ces centres de négoce ou de ramassage

1. Boutique	41 000
2. Petits restaurants	43 000
3. Cabaret de la bière locale	604 000
4. Vente de la bière locale	2 823 900
5. Dépôts des produits BRARUDI	30 000
6. Dépôts des vivres secs	40 000
7. Vente de petits bétail	87 000
8. Abattage du gros bétail	14 000
9. Abattage du petit bétail	306 000
10. Vente de peaux (gros et petit bétail )	16 375
11. Location des échoppes	747 000
12. Vente de viande grillée auprès d'un cabaret	486 500
13. Vente de viande grillée au marché	277 500
14. Vente de poisson	13 000
15. Autorisation de commerce	794 000
16. Moulin	90 000
17. Bascule	15 000
18. COOPEC	20 000
19. UCODE	10 000
20. Chargement des produits vivriers par sac de 100kg	513 922
21. Chargement des produits vivriers par tonnes	295 700
22. Chargement des planches	153 530
23. Chargement de carrière	180 000
24. Chargement de coltan	890 000
<b>TOTAL</b>	<b>8 491 927</b>

### **8.1.2. Les principales contraintes, potentialités et actions à mener**

Les principales contraintes du commerce à Vumbi sont liées :

- à l'inopérationnalité des centres de négoce suite à l'insécurité qui persiste dans certaines parties de la province
- à la désorganisation du circuit de distribution
- au faible niveau de revenus des ménages,
- à l'accès au crédit pour les petits commerçants qui reste difficile par manque de garanties,
- au taux d'intérêt bancaire élevé pour ceux qui sont éligibles

- A la faiblesse de production des cultures vivrières et à la forte part réservée à l'autoconsommation d'une population galopante.

La relance des activités de commerce passera par la résolution de ces contraintes structurelles et conjoncturelles. Les objectifs spécifiques à court et moyen termes sont :

- la reconstruction et la redynamisation des centres de négoce
- la disponibilisation des produits et la stabilisation des prix
- la création d'un fonds d'aide et d'appui aux commerçants, les sinistrés en particulier.

D'une manière générale, la stratégie de développement commercial est basée sur trois actions principales :

- actions de réhabilitation des infrastructures commerciales
- actions visant le développement des activités commerciales
- actions visant l'encadrement administratif.

### **8.1.3. Tourisme et hôtellerie**

La commune de Vumbi ne dispose d'aucune infrastructure touristique et hôtelière.

### **8.1.4. Patrimoine culturel**

Le patrimoine culturel constitue l'ensemble des éléments matériels et non matériels qui contribuent à maintenir et à développer l'identité culturelle d'un peuple ou d'une communauté dans le temps et dans l'espace.

Sur le plan culturel, la province Kirundo dont Vumbi fait partie est surtout connu à travers le monde par ses célèbres danseurs Intore et les célèbres clubs traditionnels dont le club « Lacs aux oiseaux » qui exhibent des danses folkloriques très variées et très connu du public burundais.

Une grande richesse est également observée au niveau de la poésie pastorale, des récits épiques, des berceuses, etc.

Le patrimoine culturel de la commune ne renferme ni arts, ni musées, ni sites historiques, ni monuments.

### **8.1.5. Institutions financières**

Aucune banque commerciale, aucune banque de développement et aucune compagnie d'assurance n'est implantée dans la commune Vumbi.

La commune Vumbi compte aussi une COOPEC et l'UCODE.

## **8.2. TRANSPORT**

Les déplacements des personnes et le transport des marchandises dans la commune Vumbi sont assurés par des moyens empruntant les voies terrestres.

Les moyens de transport les plus usuels sont le transport par tête, par vélo et par automobile.

Les moyens de transport par tête et par vélo sont plus courants dans cette commune.

Le réseau routier qui sillonne la commune de Vumbi est composé de routes communales et pistes rurales.

Le réseau des pistes est de loin le plus important.

Les services du génie rural auprès de la DPAE Kirundo nous renseignent que la commune de Vumbi est désenclavée par des routes et 57 pistes rurales d'une longueur de 282 km.

Quant à l'état de ces pistes, 31 sont en bon état. On recense 55 qui sont en terre non latéritique et non compactée tandis 2 sont en terre latéritique et compactée

### Le réseau routier de la commune



### **8.3. COMMUNICATION**

Dans la commune de Vumbi, il n'existe ni bureau postal, ni fax, ni phonie.

## **CHAPITRE IX. ENERGIE**

La commune de Vumbi est alimentée en électricité via la centrale hydroélectrique de Marangara.

Seuls les centres de Vumbi et Gasura sont alimentés.

Les centres de santé utilisent l'énergie solaire.

Pour la population en générale, les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

Les prix sont fonction de la qualité de combustible, des lieux de vente et de la période. En effet, sur les marchés ruraux, le bois de chauffe et le charbon de bois coûtent moins cher en saison sèche et en saison des pluies. Par contre ce même combustible peut coûter deux voire trois fois plus cher durant ces mêmes périodes en ville.

La dégradation du couvert végétal de la province est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- Pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- Interdiction de couper le bois vert.

La politique de reboisement ne peut se faire que par un important projet de reboisement rural et de diversification des activités économiques (introduction de nouvelles activités génératrices de revenus) en milieu rural dans un programme de développement local et participatif.

## **CHAPITRE X. SANTE**

### 10.1. Données épidémiologiques :

Centres de santé	Nbre de cas par mois				
	Paludisme	Maladies diarrhéiques	Infections respiratoires	Dysenterie bacillaire	Malnutrition
CDS Muramba	3738	192	182	306	24
CDS Gasura	3541	182	960	54	66
CDS Gikomero	2220	116	254	26	0
CDS Vumbi	1678	260	84	132	162
<b>Total</b>	<b>11177</b>	<b>750</b>	<b>1480</b>	<b>518</b>	<b>252</b>

Source : Responsables des secteurs de santé, Rapport annuel 2005, DPS Kirundo

Le tableau ci-dessus nous renseigne que le paludisme est la maladie la plus répandue dans la commune avec des consultations dépassant les 11 000 cas par an, soit une moyenne de consultation mensuelle de 1 000 personnes pour une seule commune.

Heureusement que le coût des soins reste faible (350 Fbu la cure) et que les populations se font soigner dans les structures indiquées.

Les infections respiratoires ( 1500 cas par an), les maladies diarrhéiques ( 700 cas ) et la dysenterie bacillaire ( 600 cas ) sont aussi très importantes et mal contenues.

### 10.2. Vaccination

La réalisation des vaccinations est régulière dans les CDS sauf en cas de période de panne de frigo qui peut durer plusieurs mois. Les centres de santé sont alimentés par de l'énergie électrique.

### 10.3. Etat des infrastructures

Zone	Type d'Infrastructure	statut	Année de constr.	Matériaux de constr.	Etat actuel	Existence eau	Existence électricité	Existence équipement standard	Bâtiments
Bukuba	CNS Muramba	privé	1991	Durable	Bon	Oui	non	complet	complets
	CDS Muramba	GA	1991	Durable	Bon	oui	non	complet	complets
Vumbi	CNS Gasura	privé	2000	Durable	Bon	oui	Oui	Complet	complet
	CNS Gikomero	privé	1998	Semi Durable	Bon	non	Non	Complet	incomplet
	CDS Gasura	privé	2000	durable	Bon	oui	Oui	Complet	complet

	CDS Gikomero	GA	1998	Semi durable	Bon	Non	non	Complet	incomplet
	CDS Vumbi	GA	1958	durable	Bon	non	Oui	Complet	complet

Source : Responsables des secteurs de santé, Rapport annuel 2005, DPS Kirundo

La commune Vumbi compte comme infrastructures sanitaires 4 centres de santé et 3 centres de nutrition supplémentaires répartis dans les 2 zones.

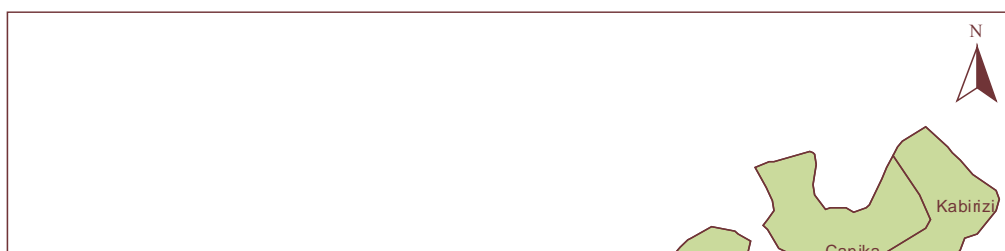
Tous les centres de santé et Centres de nutrition supplémentaires sont en bon état car construits avec des matériaux durables ou semi-durables.

Seul le centre de santé de Gikomero n'est pas alimenté en eau. Deux centres de santé à savoir Muramba et Gikomero ne sont pas alimentés en électricité.

Tous les CDS à l'exception de Gikomero sont complets en équipements standard et en bâtiments.

L'approvisionnement en médicaments est assuré par le ministère de la santé via le Dépôt pharmaceutique de Buterere et la Direction Provinciale de la santé.

### Carte d'implantation des structures sanitaires



#### **10.4. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé**

Zone	Type d'Infrastructure	Nombre de collines de recensement desservies	Fréquentation par mois	Nombre d'hospitalisés par mois	Nombre de lits
Bukuba	CNS Muramba	12	110		
	CDS Muramba	12	612	12	10
Vumbi	CNS Gasura	10	101		
	CNS Gikomero	9	118		
	CDS Gasura	10	2140	9	20
	CDS Gikomero	9	544	1	5
	CDS Vumbi	7	497	9	10
<b>Total</b>		<b>69</b>	<b>4122</b>	<b>31</b>	<b>45</b>

Source : Responsables des secteurs de santé, Rapport annuel 2005, DPS Kirundo

Les CDS de la commune totalisent 45 lits d'hospitalisation qui accueillent en moyenne 31 patients par mois.

Au regard de ces chiffres, la capacité des centres de santé parvient à contenir la demande en hospitalisation.

La situation se complique lors de certaines périodes de recrudescence de la malaria.

Au regard de ces chiffres, on en déduit qu'il existe 45 lits d'hospitalisation pour 88 418 habitants, soit 1 lit pour 1960 habitants.

#### **10.5. Equipements en laboratoires**

Seul le centre de santé de Gasura peut réaliser des analyses bactériologiques (crachat pour détection de la bacille de Koch et les urines pour détecter certaines infections). Les autres sont équipés uniquement pour faire les gouttes épaisses et l'analyse des selles.

#### **10.6. Ressources humaines**

Les structures de santé de la commune utilisent un personnel technique composé de 7A3, 1 A2, 1TPS, 3 Gestionnaires de santé, 15 aides infirmiers formés et 3 Non formés.

Si on considère que la population de la commune Vumbi est de 88 438 habitants, les ratios suivants se dégagent : 11 000 hab / infirmier contre 3.000 requis par les normes.

#### **10.7. Contraintes**

- Pauvreté excessive des populations qui ne parviennent plus à se faire soigner malgré le coût relativement peu cher dans les structures publiques
- La famine qui complique certaines pathologies
- Insuffisance du personnel soignant
- Manque d'équipements des structures sanitaires;
- Manque des médicaments.

#### **10.8. Stratégies / actions à mener**

- Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant
- Formation, sensibilisation et motivation du personnel soignant ;
- Soutien technique et financier par l'Etat ;
- Promotion des soins préventifs.

#### **10.9. Partenaires et bailleurs de fonds**

**IMC :** Appui en matière de supplémentation nutritionnelle des personnes en état de malnutrition sévère

**Twitezimbere :** Appui en médicaments et construction des centres de santé

**CTB :** Appui en médicaments et équipements, construction des centres de santé

**GVC :** Appui en médicaments et réhabilitation des CDS



## 10.10. APPROVISIONNEMENT EN EAU

### 10.10.1. Situation actuelle de desserte en eau potable

Commune	Sup .	Nb de ménages	Nbre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Nbre total de points d'eau					
												Fonction nels	Non fonction nels	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nb de points d'eau fonctionnels / 500 m
<b>Vumbi</b>	205	17340	21	8	25	6	2	13	8	2	2	48	12	60	361	289	0.22
Total province	1703	139 415										604			230		0.34

La commune Vumbi dispose de 60 points d'eau dont 48 fonctionnelles.

Alors que les normes pour un approvisionnement en eau optimal est de 1 puit d'eau par 500 m, dans la commune de Vumbi on recense 0.22 points d'eau fonctionnels pour 500 m. Ce qui est près de 5 fois inférieur aux normes.

Aussi le nombre de ménages par point d'eau fonctionnel de 361 est plus de 12 fois les normes requises de 30 ménages pour 1 point d'eau.

Ce qui est inquiétant, c'est le pourcentage de points d'eau non fonctionnels. Sur les 60 points d'eau, 12 ne sont pas fonctionnels ce qui représente 20 %.

Le réseau d'adduction long de 19 km linéaire compte 8 réservoirs.

Toutes ces infrastructures s'avèrent largement insuffisantes pour desservir les ménages de la commune. La question de l'eau dans la commune reste la priorité des priorités.

Il faut signaler en outre que la répartition de ces infrastructures à travers les collines est inégale.

### **10.10.2. Contraintes**

- Absence de sensibilisation des populations à la prise en charge de l'entretien des infrastructures d'eau de la commune ;
- Absence d'initiative des bénéficiaires pour la réparation des points d'eau défectueux.
- Ignorance de technologie de captage des eaux à partir des cours d'eau existants ;
- Ressources financières de la commune limitées.
- Mauvais fonctionnement des régies communales de l'eau (RCE).

### **10.10.3. Actions à mener**

- Construction de nouveaux points avec souci d'une répartition équitable des points d'eau dans la commune ;
- Sensibiliser la population à une prise en charge communautaire des infrastructures ;
- Renforcer les capacités des RCE.

## **CHAPITRE XI . HABITAT**

Le Burundi a adopté, depuis 1989, une politique visant l'acquisition d'un habitat décent pour toute la population. Cette politique a été appuyée par plusieurs partenaires du Gouvernement. Les interventions ont porté sur l'octroi du crédit en nature ou en espèce en faveur de l'amélioration de l'habitat rural mais également sur des actions de promotion des matériaux de construction produits localement et plus particulièrement les matériaux de couverture.

Avant la crise de 1993, le taux de maison à toiture améliorée était d'environ 45 %. Le taux de croissance annuel dans le secteur de l'habitat était de 3,3 % et il fallait doubler pour atteindre l'objectif d'un habitat décent pour tous à l'horizon 2000 que le gouvernement s'était fixé.

Les effets de la crise sur l'habitat rural furent des plus dramatiques. En effet, plus de 32.000 maisons ont été détruites dans la seule province de Kirundo dont 1871 dans la commune de Vumbi.

Les populations ont dû se regrouper dans des camps de déplacés, tandis que d'autres ont fui le pays et vivent dans des camps des réfugiés dans les pays voisins, surtout en Tanzanie.

Sur 1871 maisons détruites dans la commune Vumbi, 654 (soit 30 %) ont pu être reconstruites de façon provisoire avec des efforts particuliers. Des efforts restent encore à déployer pour reconstruire le reste.

Actuellement l'habitat dans la commune de Vumbi ne répond pas aux normes requises pour un habitat décent celui qui comprend des maisons construites en matériaux durables, ayant un plan bien aéré et qui répond aux normes techniques prévues, couvertes de tôles ou des tuiles. C'est également un habitat bénéficiant d'un équipement minimal intérieur et environnemental

permettant aux occupants et aux voisins de vivre en bonne santé à l'abri des sources de dégradation de la vie, des intempéries, des milieux insalubres, .....

L'habitant de Vumbi, très attaché à sa part du domaine terrien (Itongo) se matérialisant par la mise en place d'une habitation entourée d'exploitations agro-pastorales.

Tout le territoire de la commune est occupé par des familles sur des terrains de plus en plus morcelés au fur des générations.

Dans la commune de Vumbi, on distingue deux types d'habitat, à savoir : l'habitat rural et l'habitat urbain.

### **11.1. L'habitat rural**

L'habitat rural est généralement dispersé sur les collines.

L'on rencontre aussi un type d'habitat groupé au chef-lieu de la commune et dans une moindre mesure autour des petits centres de négoce.

L'habitat rural dans la commune est en général précaire et rudimentaire compte tenu des matériaux utilisés :

- Les murs sont en briques cuites, briques adobe, ou en pisée avec forte dominance des deux derniers cas (85%);
- Les toits sont en tôles, en tuiles de fabrication artisanale, ou en chaume avec dominance du dernier cas (80%)
- Le pavement est en ciment ou en terre battue avec dominance du dernier cas (95%).

En ce qui concerne l'habitat rural groupé, exception faite du chef lieu de province de Kirundo, des maisons sont essentiellement construites en pisé (52 %), en adobes( 45%) tandis que seulement 2 % sont en briques cuites.

Les proportions changent sensiblement pour l'habitat dispersé. En effet, les chiffres montrent que 27 % des maisons sont en briques adobes, 73 % en pisé et seulement 0,1 % en briques cuites.

Au niveau de la toiture des maisons, l'habitat groupé présente les caractéristiques suivantes :

La couverture avec les tuiles est de 6 % suivi par les maisons couvertes par des chaumes (43 %). La part des maisons couvertures par des tôles est 51 %.

L'habitat dispersé présente des proportions différentes : 4 % des maisons sont couvertes de tuiles, 60 % de chaumes et 35 % de tôles.

Le niveau d'approvisionnement en eau potable des habitations reste faible et limité dans les centres des communes de Bwambarangwe, Kirundo et Ntega. Il en est de même pour l'électrification qui reste le privilège des chefs lieu des communes Ntega, Kirundo et Vumbi.

## **11.2. L’habitat urbain**

L’habitat urbain se limite au seul centre de Vumbi. Les autres petits centres sont de dimension insignifiante.

Dans ces agglomérations, la disparition des toitures en chaume en faveur de la tôle importée et de la tuile fabriquée localement est remarquable.

De même les murs en pisé qui représentent plus de 30 % en milieu rural sont rares en ville. Le pavement en ciment est plus prépondérant que le pavement en terre battue.

## **11.3. Contraintes liées à la réhabilitation et à l’amélioration de l’habitat rural**

### **Contraintes**

Les contraintes sont nombreuses et sont notamment liées à :

- La pauvreté des ménages alliée au manque de moyens suffisants pour faire face aux urgences de reconstruction de l’habitat détruit
- L’absence d’un programme concret de production, afin de rendre disponible et au coût accessible les matériaux de construction ;
- La faible niveau d’implication des opérateurs privés dans la production des matériaux locaux de construction. Seul l’Etat avec l’appui de certains bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux locaux de construction ;
- L’absence de coordination des actions initiées par les différents partenaires.

### **Potentialités**

Les potentialités pour faire face aux besoins de la reconstruction et de l’amélioration de l’habitat rural sont nombreuses. Il s’agit notamment :

- de l’existence partout dans le pays de la matière première de base pour la production de matériaux de couverture (tuiles) ;
- de l’existence d’artisans pour la production et la mise en œuvre des matériaux locaux de construction formés dans le cadre des divers projets d’appui dont le Burundi a bénéficié ;
- de la volonté de la population à contribuer à la reconstruction de l’habitat détruit et à améliorer celui existant ;
- de la sensibilité des partenaires du gouvernement à cette situation d’urgence engendrée par la crise.

### **Actions à mener**

Elles sont axées notamment sur :

- la sensibilisation de la population, à l’aide de moyen et outils appropriés, pour qu’elle participe activement à la reconstruction et au programme d’amélioration de l’habitat ;
- la promotion des associations et des groupements de la « filière habitat » et le renforcement de leurs capacités de gestion ;
- l’encouragement de la population à se regrouper en villages et la recherche d’une assistance technique aux auto-constructeurs en général et aux sinistrés en particulier ;

- la sensibilisation et l'appui à l'action de reconstruction de l'habitat rural détruit en rendant disponibles les matériaux locaux de construction autant que cela est possible, tous en respectant les mesures de sauvegarde de l'environnement ;
- l'augmentation qualitative et quantitative de la production des matériaux locaux de construction via la promotion de l'artisanat de la « filière habitat rural ».

## **CHAPITRE XII. EDUCATION**

Le système d'éducation et de formation dans la commune est organisé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture.

L'accès à l'Education au Burundi reste limité du fait de plusieurs facteurs notamment la pauvreté des ménages, le faible niveau d'instruction des parents ainsi que le peu d'infrastructures éducatives implantées dans la commune.

Pour pallier à cette lacune, l'on fait recours à l'éducation non formelle qui s'adresse aux jeunes non scolarisés et aux adultes afin de leur donner une éducation de base à travers un programme d'alphabétisation qui se réalise dans les communautés catholiques.

Le retour progressif de la sécurité a permis une remontée des indicateurs de fréquentation scolaire. Les indicateurs en matière de l'éducation sont détaillés dans les tableaux suivants.

### **12.1. Etat des infrastructures et commodités à tous les niveaux d'enseignement**

Infrastructure	Nombre	Nature matériaux de construction			Etat des locaux		Eau		Electricité		Latrines		
		Durable	Semi durable	Non durable	B	M	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	
											BE	ME	
Yaga	7	7	0	0	7	0	2	5	1	6	1	6	0
CFM	3	3	0	0	3	0	1	3	0	3	3	0	0
Centre d'Alphab.													
Préscolaire	4	4	0	0	2	2	0	4	0	4	4	0	0
Ecole Primaire	18	16	0	2	16	2	2	16	0	18	12	5	1
Ecole Secondaire	3	3	0	0	3	0	2	1	0	3	2	1	0
Ecole Technique et Professionnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	35	33	0	2	31	4	7	28	1	34	22	12	1

Source : Inspection provinciale de l'Enseignement, Rapport annuel 2005-2006, DPE Kirundo

Sur les 35 infrastructures de santé, seules 2 écoles primaires sont en matériaux non durables, 95 % sont en bon état, 28 sur 35 ne sont pas alimentées en eau et 34 sur 35 n'ont pas de courant tandis que 22 infrastructures sont dotées de toilettes mais 12 d'entre elles ne les entretiennent pas.

### Carte des infrastructures scolaires 2005-2006



### 12.2. Enseignement préscolaire

Depuis l'indépendance jusqu'au début des années 1980, l'enseignement préscolaire n'était organisé qu'à Bujumbura. Aujourd'hui, 3 structures organisent l'encadrement de la petite enfance. Il s'agit :

- des écoles maternelles généralement attachées aux écoles primaires ;
- des garderies communautaires encadrées par l'association des scouts du Burundi avec l'appui de l'UNICEF ;
- des cercles communautaires encadrés par TWITEZIMBERE et les associations des parents.

Généralement ses structures accueillent des enfants de 3 à 6 ans.

## Effectifs des enfants inscrits en 2005-2006 dans l'enseignement préscolaire

Zones	Nombre de préscolaires	Effectifs des enfants	Effectifs des enseignants	Nombre de salles de cours
Vumbi	L'enseignement préscolaire n'existe pas par manque d'appui aux enseignants			
Cendajuru	15	1201	41	0
Bukuba	20	1778	60	2
Total commune	35	2979	101	2

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE/ Kirundo

### 12.3. Enseignement primaire

Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

Etablissements  Zones	Primaire									
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre d'élèves			Nombre d'enseignants		Ratios	
	Total	Cycle complet		F	G	T	F	G	Elèves/Salle	Elèves/Enseignant
	Vumbi	6	5	65	2827	3003	5830	39	40	89
Bukuba	7	5	54	2604	2147	4751	18	34	87	91
Cendajuru	5	4	27	1477	1500	2977	10	29	55	76
Total commune	18	14	146	6908	6650	13558	67	103	92	79

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE/ Kirundo

Taux de scolarisation au primaire

Zones	Population en âge de scolarisation		Nombre total d'élèves		Taux brut de scolarisation au primaire	
	F	M	F	M	F	M
Cendajuru			639	391		
Bukuba			1102	689		
Vumbi			1258	956		
<b>Total</b>			<b>14293</b>	<b>13558</b>		<b>94.8%</b>

#### 12.4. Enseignement secondaire

Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Etablissements Zones	Secondaire									
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre d'élèves			Nombre d'Enseignants		Ratios	
	Total	CC		F	G	T	F	G	Elèves/Salle	Elèves/Ens
Vumbi	2	0	9	132	320	452	4	15	50	22
Bukuba	1	0	4	60	121	181	0	6	45	30
Total commune	3	0	13	192	441	633	4	21	48	26

Source : Rapport annuel 2005-2006 DPE / Kirundo

CC : Cycle complet

#### 12.5. Ecoles techniques professionnelles

Il n'y a pas d'écoles techniques professionnelles dans la commune

#### 12.6. Situation du personnel enseignement dans la province par sexe

zones	Ecoles du primaire			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Tot
Vumbi	2827	3003	5830	15	4	19
Bukuba	2604	2147	4751	6	0	6
Cendajuru	1477	1500	2977			
Total commune	6908	6650	13558	21	4	25

Source : Rapport annuel AS 2005-2006 DPE/Kirundo

#### 12.7. Enseignement informel

L'éducation non formelle englobe les formations dispensées en dehors du système d'enseignement formel classique. Elle couvre les centres d'instruction et d'alphabétisation encadrée par les églises, le secteur de l'Artisanat et de l'Enseignement des Métiers ainsi que le secteur de l'alphabétisation des adultes encadré par le Centre National d'Alphabétisation.

##### *Les écoles Yagamukama*

Ce sont des écoles d'enseignement catholique. Le Bureau National pour l'Enseignement Catholique (BNEC) renseigne que les écoles Yagamukama du Burundi comptent actuellement plus de 300.000 élèves. En ce qui concerne l'âge d'admission des élèves, il ne semble pas y



avoir d'uniformité dans la limitation de l'âge, chaque diocèse restant autonome dans l'organisation de ses écoles.

Traditionnellement, la formation dispensée dans ces institutions avait un but à prédominance spirituelle si bien que même l'enseignement de la lecture n'avait d'autre objectif que de permettre au candidat chrétien de lire la Bible et le Catéchisme. Dans le contexte actuel, la formation dispensée dans les écoles Yagamukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

#### Nombre et capacités d'accueil des écoles Yaga Mukama (A/S 2005-2006)

Etablissements Zones	Yaga Mukama								
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre d'élèves			Nombre d'Enseignants	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Total commune	7	7	27	1008	653	1661	18	62	93

Source : Inspection provinciale de l'Enseignement, Rapport annuel 2005-2006, DPE Kirundo

#### *Les centres d'alphabétisation*

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

#### Nombre et capacités d'accueil des Centres d'Alphabétisation :

Nombre d'apprenants :

- Filles : 227
- Garçons : 189

Nombre de salles de cours : 4

Nombre d'abandons :

- filles : 16
- garçons : 20

Nombre de certifiés :

- filles : 158
- garçons : 116

### ***Enseignement des métiers***

Les écoles de métiers sont des écoles d'enseignement professionnel. Les métiers enseignés sont entre autres la maçonnerie, la menuiserie et la couture.

Nombre et capacités d'accueil des Ecoles des Métiers (A/S 2005- 2006)

Etablissements Zones	Ecoles des Métiers								
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre d'élèves			Nombre d'Ens	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Vumbi	2	2	5	0	0	0	0	0	0
Total commune	2	2	5	0	0	0	0	0	0

Source : Rapport annuel 2005 DPE/Kirundo

CC : Cycle complet Ens : Enseignant

Les locaux existent mais on a prêté ceux-ci à l'alphabétisation des adultes.

### **12.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives**

#### ***Contraintes***

Dans la commune Vumbi, le problème de l'Enseignement mérite une attention particulière. Plusieurs facteurs compliquent la situation ; il s'agit de l'éloignement et l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'insuffisance du personnel enseignant, l'insuffisance et/ou le manque du matériel pédagogique.

La qualité de l'enseignement est fortement liée à la disponibilité d'équipements et matériels didactiques. Le manque d'enseignants et la faible qualification de certains d'entre eux, la dévalorisation de la carrière enseignante et l'insuffisance de l'encadrement sont surtout des facteurs qui conduisent à de faibles réussites lors des évaluations externes.

En effet, les ratios élève par classe comme élèves par enseignants sont deux, trois parfois quatre fois supérieurs aux normes.

Le taux brut de scolarisation estimé à 94.8 est un des plus élevés du pays. Il est justifié par le manque d'infrastructures suffisantes comme par la pauvreté des ménages suite à la famine ou aussi l'ignorance des parents qui, considérant l'enfant comme une main d'œuvre, refusent de les scolariser.

Les inégalités de scolarisation entre garçons et filles sont de moins en moins frappantes ( au primaire les filles représentent 43 % des effectifs alors qu'au secondaire, il est de 31 %).

La famine force bon nombre d'élèves à abandonner précocement l'école.

## *Perspectives*

L'amélioration du système scolaire en province Kirundo comme dans la commune de Vumbi, passera par la création de nouvelles écoles dans les communes défavorisées, la réhabilitation des établissements en mauvais état, la mobilisation des financements pour doubler les infrastructures, les équipements et les matériels didactiques mais également par la création des écoles techniques parce que ce sous-secteur de l'enseignement reste le parent pauvre dans la province.

Au primaire, une école doit être implantée au niveau de chaque colline de recensement. Ceci réduira la longue distance qui est souvent à l'origine de beaucoup d'abandons ou tout simplement de refus d'aller à l'école. Les écoles détruites ou vieilles doivent être réhabilitées. Un programme de construction des écoles professionnelles est à l'initier pour réduire l'effectif des jeunes déscolarisés. Le gouvernement devrait aider également à résoudre le problème épineux d'enseignements au primaire et au secondaire en constituant par exemple des homes autour des écoles.

Il faut également développer les écoles d'enseignement des métiers pour donner plus de chances aux jeunes déscolarisés.

### **12.9. Partenaires et bailleurs de fonds**

**Twitezimbere** : Construction des écoles, appui dans la mise en place des préscolaires

**ARP** : construction des écoles. Cette ONG a fermé ses activités dans la province.

**UNICEF** : Fournitures de manuels scolaires aux enseignants et aux élèves

**CEPEBU** : Construction des écoles

**Eglise catholique** : construction et gestion des écoles sous convention.

## **CHAPITRE XIII. JEUNESSE ET SPORTS**

L'avenir d'un pays tout comme celui d'une province se fonde sur une jeunesse bien encadrée. Elle doit dès lors être épanouie grâce à une éducation tant morale, physique, qu'intellectuelle.

Tout cela demande des moyens matériels et humains qui ne sont pas à la portée de nos populations qui viennent de passer plusieurs années sous le joug d'une crise et une paupérisation sans précédent. C'est ainsi que pas mal de droits dévolus à la jeunesse sont bafoués notamment le droit à l'éducation, à l'alimentation entraînant ainsi comme corollaire des pertes en vies humaines en cascade.

En vue d'assurer cet encadrement, on a besoin d'infrastructures et des équipements. Or, dans la province de Kirundo et dans la commune de Vumbi, ils sont inexistantes.

Dans la commune, l'encadrement de la jeunesse fait référence en premier lieu au sport et au football. Le sport se pratique tant bien que mal, faute de moyens matériels surtout. C'est une conséquence des insuffisances en infrastructures et en équipements tout comme en structure et en organisation.

Le sport est un facteur d'éducation et de cohésion sociale dont la contribution au retour à la paix et à la réconciliation nationale est remarquable et considérable.

En général, le football occupe la première place en matière d'activités sportives tandis que les autres sports collectifs sont pratiqués par quelques amateurs. C'est notamment le Basket et le volley ball.

Pour ce qui concerne la culture, la jeunesse s'organise tant bien que mal en groupes d'animation ou groupes folkloriques chez les non scolarisés et les déscolarisés.

Signalons que les danseurs Intore ont un cachet spécial dans la province de Kirundo surtout dans les communes de Kirundo, de Busoni et de Bwambarangwe.

Le tambour est à un niveau bas à telle enseigne qu'on ne peut pas le présenter lors des manifestations culturelles avec assurance et fierté. Des formateurs en ce domaine se sont passés les témoins en vue de rehausser son niveau mais aucun effort n'a été couronné de succès.

Pour clore ce chapitre, il est à noter que des associations de confessions religieuses, fonctionnent bien. C'est notamment les Scouts, Chiros, Xaveri, ...Il en est de même des associations de lutte contre le SIDA tout comme d'autres appuyées par des ONGs sur place comme PRASAB ou Agro Action Allemande.

### **13.1. Encadrement des jeunes**

Au niveau de la province, on n'a pas à proprement parler d'encadrement substantiel de la jeunesse. Néanmoins, au niveau des écoles secondaires surtout, on rencontre une organisation permettant un encadrement approprié des jeunes.

Ailleurs dans les campagnes, les associations avec leurs leaders se débrouillent mais difficilement faute de moyens y afférents.

Quelque fois, l'administration à la base leur fait un coup de main sans pour autant arriver à assouvir leur soif puisque les moyens sont limités. Bref, les associations de jeunes sont fragiles et ne permettent pas l'acquisition des dividendes pour que l'entreprise en charge soit effective.

La province de Kirundo comprend 3 types de structure d'encadrement à savoir :

- L'encadrement sportif,
- L'encadrement culturel et
- L'encadrement des clubs et associations de lutte contre le VIH/SIDA.

Il n'existe qu'une seule structure d'encadrement sportif en province de Kirundo, celle dénommée Kiyonza F.C. basée dans la commune Bugabira précisément en zone Kiyonza.

Pour l'encadrement culturel, on dénombre au total 4 organisations d'encadrement dans la province mais dans la commune Vumbi, aucune organisation d'encadrement culturel n'y est implantée.

Dans le domaine de lutte contre le VIH/SIDA, les jeunes organisés sont encadrés par la principale organisation provinciale qui est le CPLS – Kirundo. Cette structure est

décentralisée jusqu'au niveau des communes. Cette organisation encadre les centres jeunes qui se trouvent implantés dans toutes les 7 communes.

### **13.2. Infrastructures sportives**

Communes	Infrastructure	Nombre	Equipé		Etat	
			Oui	Non	Bon	Mauvais
Bugabira	Stade	1	0	1	1	0
	Terrain de basket ball	1	1	0	1	0
	Terrain de football	2	1	1	1	1
Busoni	Terrain de football	9	0	9	0	9
Bwambarangwe	Stade	1	0	1	0	1
	Terrain basket ball (BB)	2	2	0	2	0
	Terrain de Volley ball (VB)	2	0	2	2	0
Gitobe	Terrain de Volley ball (VB)	1	0	1	0	1
	Terrain de football	2	0	2	1	1
Kirundo	Stade	1	1	0	1	0
	Terrain de football	1	0	1	0	1
Ntega	Stade	1	0	1	1	0
<b>Vumbi</b>	<b>Terrain basket ball (BB)</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
	<b>Terrain de football</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>Total province</b>		<b>38</b>	<b>10</b>	<b>28</b>	<b>22</b>	<b>16</b>

Source : Conseiller socio-culturel de la province de Kirundo

Sur le total de 38 infrastructures sportives , la commune Vumbi ne possède que 1 terrain de foot et 1 de basket.

### **13.3. Infrastructures culturelles**

Aucune infrastructure culturelle n'est signalée dans la commune Vumbi.

### **13.4. Principales contraintes liées à la jeunesse, potentialités et actions à mener**

#### ***Contraintes***

Avec la longue période d'insécurité, les autorités politico-administratives avaient leur préoccupation tournée ailleurs que vers le sport. Or, on ne le dira jamais assez, le sport contribue à suffisance au retour de la paix.

D'où une place de choix devrait être réservée à ce domaine surtout en ces moments où l'on sort peu à peu de la crise.

Les contraintes majeures sont de divers ordres ;

- manque de structures d'encadrement bien tracé
- insuffisance d'infrastructures et de capacités ou compétences organisationnelles
- Moyens limités pour acquisition des équipements
- manque de statuts pour les clubs existants
- la non-affiliation aux fédérations nationales pour les clubs ou associations

### *Actions à mener*

- Promouvoir la décentralisation dans l'organisation et la gestion des activités sportives des provinces et des communes
- Exécuter diligemment la mise sur pied de nouvelles infrastructures sportives
- Redynamiser le sport et l'athlétisme scolaires
- Organiser des sessions de formation ou de perfectionnement en administration du sport et en gestion et entretien d'infrastructures
- Encourager et développer le sport féminin, le sport de masse et le sport traditionnel en favorisant la création des clubs.

Signalons ici que le sport féminin commence à prendre forme surtout en communes de Kirundo, Vumbi et Bwambarangwe.

## **Chapitre XIV. COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO-DEVELOPPEMENT**

### **14.1. Coopératives**

Dans la commune de Vumbi, on retrouve une seule coopérative non fonctionnelle.

### **14.2. Associations**

Tableau 10.2. Situation des associations d'auto-développement

Commune	Agriculture	Elevage	Pêche	Artisanat	Agri/élevage	Services	Total
Bugabira	32	-	-	-	-	-	32
Busoni	3	5	3	1	51	3	66
Bwambarangwe	6	1	6	4	39	16	72
Gitobe	26	3	4	1	30	2	66
Kirundo	71	6	3	2	9	3	94
Ntega	111	-	-	-	-	1	112
<b>Vumbi</b>	<b>47</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>60</b>
Total	296	16	20	16	129	28	505

Source : Mouvement Coopératif et Associatif

Les associations d'auto développement sont au nombre de 60 dont le domaine d'activité est le suivant :

- 47 : agriculture
- 1 : Elevage
- 4 : pêche
- 5 : Artisanat
- 3 : Services

Quelques ONG se sont implantées mais leurs actions ne touchent pas beaucoup de populations alors que la majorité des associations sont créées pour attendre leurs interventions.

A titre d'exemple :

### 1. **PRASAB**

Commune	Projets présentés par les associations	Projets acceptés	Projets déjà financés au 30/11/05
1. Bugabira	34	31	16
2. Busoni	44	38	25
3. Bwambarangwe	42	37	20
4. Gitobe	34	30	14
5. Kirundo	35	30	19
6. Ntega	33	25	8
<b>7. Vumbi</b>	<b>33</b>	<b>27</b>	<b>20</b>
<b>Total</b>	<b>255</b>	<b>218</b>	<b>122</b>

Source : Mouvement Coopératif et Associatif

Ces projets présentés sont essentiellement à caractère agricole et élevage mais aussi axés sur la restauration de l'environnement.

### 2. **Tear Fund**

Cette ONG intervient dans les communes de Bugabira et Ntega ainsi que dans une zone de la commune Vumbi. L'ONG appuie une association composée de 575 membres qui exploitent un marais de 40 ha.

### 3. **Agro Action Allemande**

Cette ONG intervient dans les communes de Vumbi et Gitobe dans son programme d'appui à la sécurité alimentaire et à la réconciliation (PASAR). Ce projet finance des activités génératrices de revenus pour des associations déjà fonctionnelles. Pour être éligibles, ces associations doivent donner une contribution non négligeable ( 5% du Projet) c'est-à-dire plus ou moins égale à 100.000 Fbu. Ce projet a déjà financé 13 projets dont 7 dans la commune de Vumbi et 6 dans la commune de Gitobe. Les activités déjà financées sont essentiellement l'agriculture, l'élevage et le commerce.

## 14.3. **Les principales contraintes, potentialités et actions à mener**

### *Les principales contraintes*

Dans le domaine du mouvement coopératif et associatif, les contraintes majeures sont :

- le manque de personnel suffisant pour l'encadrement des associations naissantes
- le faible niveau d'instruction des membres des associations ;
- l'analphabétisme des membres des associations ;
- le détournement des fonds par les responsables (conseil de gestion des associations) ;
- la pauvreté qui fait que les membres des associations n'accèdent pas aux intrants et matériels agricoles ;
- la non implication des adhérents dans la gestion de leurs coopératives et associations.

### *Les potentialités*

Malgré la multiplicité des contraintes dans le mouvement coopératif et associatif, ce dernier garde son potentiel clé du développement :

- il y a aussi la survivance de l'esprit coopératif et associatif et la croyance dans les associations comme voie de l'auto-promotion ;
- une population active et la terre qui est fertile qui offrent des opportunités dans la diversification des activités des associations : la transformation de la récolte, industrie de l'habitat ...
- la multiplicité des institutions de micro-finance ;

### *Actions à mener*

Elles devront s'articuler autour d'un programme national centré sur :

- exonérer les taxes et les impôts sur les associations ;
- élaborer et adopter une nouvelle politique et les textes réglementaires des coopératives et associations ;
- former les ressources humaines chargées de l'impulsion de la nouvelle politique ;
- doter en moyens humains et techniques la structure d'encadrement dans la province ;
- constituer une banque de données sur les coopératives et associations de la province par commune ;
- former les associations sur la technique de gestion et d'organisation des coopératives et associations ;
- éclairer le cadre juridique des COOPECS ;
- appuyer les associations dans l'octroi des crédits à des conditions promotionnelles ;
- assurer une large sensibilisation à l'épargne et crédit ;
- encourager les associations artisanales pour la création d'emploi (peu d'intérêt) ;
- doter des moyens de déplacement à la structure d'encadrement des coopératives et associations ;
- mettre en place un point focal pour tous les intervenants dans les associations.



## CHAPITRE XV. JUSTICE

Les services judiciaires de la commune compte un tribunal de résidence ayant son siège au chef lieu de la Commune.

### 15.1. Infrastructures

Au niveau des infrastructures, signalons que les locaux de travail sont en mauvais état et de dimensions insuffisantes.

Les locaux sont constitués par une salle d'audience.

Il y a manque d'eau et d'électricité. Même les latrines ne sont pas installées.

### 15.2. Equipements

Le tribunal de résidence de Vumbi manque cruellement d'équipements qui se limitent à l'existence d'une vieille machine à écrire. Il n'y a ni photocopieuse ni ordinateur.

Concernant le matériel technique, il n'y en a pratiquement pas. Le mobilier est également en quantité insuffisante.

Comme moyen de déplacement le tribunal de résidence ne dispose que de 1 vélo.

### 15.3. Performances du secteur

L'appréciation des performances de ce service peut se lire à travers le tableau suivant :

Type de litige	Dossiers restant au début de l'année de référence	Nombre de dossiers enregistrés	Nombre de dossiers jugés et clôturés	Nombre de dossiers jugés avant faire droit	Nombre de dossiers en cours	Nombre de dossiers transmis	Nombre de dossiers fixes	nombre de dossiers exécutés	Nombre de dossiers non encore exécutés
Litiges civils	56	287	267	0	76	0	0	134	314
Litiges pénaux	1	4	6	0	0	0	0	1	0
<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>291</b>	<b>273</b>	<b>0</b>	<b>76</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>135</b>	<b>314</b>

Source : Président du tribunal de grande instance à Kirundo

Les performances au niveau du rapport entre le nombre de dossiers enregistrés et le nombre de dossiers jugés et clôturés sont très bonnes. En effet, presque tous les dossiers reçus ont été jugés et clôturés (273/291, soit 94%) .

Malheureusement, les chiffres montrent que des dossiers jugés et clôturés se sont accumulés au point que près de 314 jugements n'ont pas encore été exécutés.

#### **15.4. Personnel**

Le personnel de ce tribunal de résidence est composé d'1 Juge président, de 4 juges, de 5 greffiers et de 1 assesseur.

#### **15.5. Justice gracieuse**

La justice gracieuse est l'une des institutions auxiliaires de la justice. Elle est rendue par le Conseil des Notables de la colline ainsi que les conseillers collinaires nouvellement élus par la population. Ces conseillers sont institués sur toute l'étendue de la Province.

La composition du Conseil des Notables est fixée par les usages locaux tandis que celle des conseils de colline est fixée par la loi N° 1/016 du 20/04/2005 portant organisation de l'administration communale.

La procédure suivie devant ces conseils est fixée par les usages locaux sous réserve du respect des règles relatives à la récusation, au respect du secret professionnel et l'ordre public. Le travail des membres est fait à titre bénévole.

La justice gracieuse est rendue régulièrement par 360 notables dont 200 dans la zone Bukuba, 70 dans la zone Cendajuru et 90 dans la zone Vumbi.

#### **15.6. Contraintes**

Au niveau du Tribunal de Résidence de Kirundo, on note :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- insuffisance du mobilier et matériel de bureau, etc.

#### **15.7. Potentialités**

Plusieurs formations ont été dispensées, grâce à certaines ONGs internationales, pour rehausser les connaissances des magistrats des Tribunaux de Résidence et des Tribunaux de Grande Instance.

Tous les magistrats du Ministère Public sont qualifiés.

Réformes dans tous les domaines de la vie nationale entamées (un Plan de Développement de la justice burundaise).

La Mise en place d'un centre de formation professionnelle de la justice et du centre d'études et documentation juridique.

### **15.8. Actions à mener**

- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires ;
- Réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;
- Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion ;
- Désengorger certains secteurs judiciaires par la création d'autres dans le but d'alléger le volume de dossiers qu'enregistrent certains tribunaux et accélérer aussi la procédure pour le compte des justiciables

## **CHAPITRE XVI. ACTION SOCIALE**

Dans la commune de Vumbi comme un peu partout dans le pays, beaucoup de familles rencontrent des difficultés de subsistance. Cela se remarque surtout quand on compte le nombre de différents groupes de gens vulnérables comme les enfants orphelins du Sida, les enfants indigents, les sinistrés de guerre, les veuves et les personnes âgées, ... Donc, il est important que des actions spécifiques à ces groupes soient menées afin qu'il y ait un développement durable et harmonieux de la société

Ces groupes de gens vulnérables connaissent de très graves difficultés à savoir :

- la scolarisation,
- le manque de nourritures,
- le manque de logement,
- le manque des soins de santé,
- le manque des habits,
- le manque du soutien moral, ...

Le pays, à travers des politiques décentralisées au niveau des communes, doit donc étudier sérieusement cette question.

Au niveau de la commune Vumbi, les statistiques des différents groupes sont présentées dans les tableaux ci-après:

### 16.1. Statistiques sur les enfants en difficulté (2005)

En commune Vumbi, les données ont été fournies par province. Seuls les effectifs des enfants chefs de ménages et les enfants soldats ont été disponibles. Les sources administratives donnent les chiffres suivants :

Communes	Nbre d'enfants de la rue	Nbre d'enfants dans rue	Enfants indigents	Enfants chefs de ménage	Enfants soldats
Vumbi				22	5
Total province	72	50	434	92	80

Source : Administration locale

### 16.2. Statistiques des orphelins

Les données disponibles sont provinciales.

Communes	Nombre total d'orphelins	Nombre d'orphelins appuyés
Vumbi	Pas de données	Pas de données
Total province	5365	434

Source : Administration locale

### 16.3. Statistiques des victimes de violences sexuelles

Communes	Nombre de viols recensés				
	Femmes	Filles	Fillettes	Garçons	Hommes
Vumbi	2	0	2	0	0
Total province	9	21	34	2	0

Source : Ligue ITEKA + AFJ

### 16.4. Statistiques sur les veufs, mères célibataires et indigents

Commune	NVE			NVAA			NMC
	H	F	Total	H	F	Total	
Vumbi	10	12	22	-	-	-	9
Total province	41	126	157	8	142	150	142

Source : AFJ, Antenne Kirundo

## 16.5. Statistiques sur les handicapés dans Vumbi

Causes d'handicap	Guerre			De naissance			Accident			Autres			Total	
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F
Commune														
Vumbi	-	1	1	-	1	1							0	2
Total province	1	2	3	8	14	22	2	4	6	1	3	4	12	23

Source : Centre des handicapés de Kanyinya

La province de KIRUNDO compte au total 35 handicapés physiques dont 12 hommes et 23 femmes.

## 16.6. Réintégration

### 16.6.1. Situation

La commune abrite un nombre important de personnes sinistrées de la guerre qu'a connu le Burundi. Ces personnes constituent une autre catégorie de cas sociaux dépassant les capacités d'action de coordination du Ministère de la Solidarité Nationale, Droit de la Personne Humaine et du Genre.

Il s'agit des personnes :

- Déplacées,
- Regroupées sur sites,
- Dispersées,
- Rapatriées.

### 16.6.2. Données démographiques dans les sites de la province Kirundo (situation de mars 2006)

Commune	Zone	Nom du site	Statut (provisoire, réinstallés)	Nbre de ménages			Structure par âge				Population totale
				déplacés	rapatriés	Total	0-3 ans	4-9ans	10-19 ans	20 ans et plus	
Vumbi	Vumbi	Vumbi I	réinstallés	264	-	264	108	82	173	335	698
<b>Total province</b>				<b>3234</b>	<b>15</b>	<b>3249</b>	<b>1618</b>	<b>2005</b>	<b>2662</b>	<b>4774</b>	<b>11059</b>

Source : Données recueillies auprès des sites des dépalcés

## **CHAPITRE XVII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE**

La commune de Vumbi est une des communes de la province de Kirundo dans la région naturelle du Bweru.

Cette région fait actuellement face à des défis majeurs dont le plus important est la sécheresse qui persiste depuis une dizaine d'années.

Les blocages, atouts et potentialités sur lesquels devront se baser les axes de développement de la commune Vumbi sont mieux appréhendés et mieux abordés au niveau provincial.

## VI. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

### 6.1. Synthèse de l'Etat des lieux des différents secteurs

#### 6.1.1. Données géographiques

<i>Superficies en Km<sup>2</sup></i>	<i>Population</i>	<i>Densité moyenne (2005)</i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commune Vumbi : 205,82 Km<sup>2</sup></li> <li>• Province Kirundo : 1703,34 Km<sup>2</sup></li> <li>• Burundi : 27834 Km<sup>2</sup></li> <li>• Vumbi/ Province : 0,121%</li> <li>• Vumbi/Pays : 0,007%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Population totale de la commune Vumbi : 88 438 hab</li> <li>• Population totale de la province Kirundo : 598 180 hab</li> <li>• Population totale du Pays : 7 610 584 hab</li> <li>• % Vumbi par rapport à la province : 14.7 %</li> <li>• % Vumbi par rapport au pays : 1.16%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commune Vumbi : 429 hab/km<sup>2</sup></li> <li>• Province Kirundo : 351 hab/km<sup>2</sup></li> <li>• Burundi : 273 hab/km<sup>2</sup></li> </ul>

#### 6.1.2. Principaux indicateurs économiques.

##### Agriculture

##### *Cultures vivrières*

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Principales cultures vivrières :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bananier</li> <li>• Patate douce</li> <li>• Manioc</li> <li>• Haricot et riz</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Première productrice de manioc et de colocase dans la province, 3<sup>ème</sup> productrice de banane et de patate douce</li> <li>- Troisième rang au niveau provincial avec 15.4 % de la production vivrière après Gitobe et Bwambarangwe</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible utilisation des intrants</li> <li>- Pas de centre semencier</li> <li>- Pas de réponse adaptée et rapide aux contraintes biotiques sur le manioc</li> <li>- Agriculteurs mal encadrés et non organisés</li> </ul>

*Cultures industrielles* : Café avec 2 unités de transformation du café à Gasura et Vumbi.

##### *Superficie des marais et des bas –fonds*

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Superficie totale des marais de la commune : 1 128 ha</li> <li>- Superficie totale provinciale : 23 858 Ha</li> <li>- Superficie aménagée de la commune : 60 ha</li> <li>- % occupée : 5.14 %</li> </ul>	Pourquoi une si petite partie aménagée ?
---	--

### Elevage

<ul style="list-style-type: none"><li>- Effectifs en augmentation depuis 2001<ul style="list-style-type: none"><li>• Ovin : 89%</li><li>• bovin : 72%</li><li>• caprin : 61 %</li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Faible utilisation des intrants</li><li>- Infrastructures inutilisables</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>- Cinquième rang au niveau provincial</li><li>- Spéculation importante : caprins qui représente des effectifs de 16 000 animaux.</li><li>- toutes les infrastructures zoo sanitaires ne sont plus fonctionnelles ; interrompues sauf le couloir d'aspersion de Mutoyi</li><li>- Existe un marché d'animaux à Gasura</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Eleveurs mal encadrés et non organisés</li><li>- Pas de politique de soutien aux éleveurs</li></ul>

### Pêche et pisciculture

Activité marginale avec une petite production annuelle de 1500 Kg de tilapias répartie dans 9 étangs piscicoles.

### Forêts

2 forêts naturelles de 5 ha d' Acacia sp. Plusieurs boisements artificiels couvrant 548 ha Nombre de menuiseries : 25 Nombre de fabriques de charbon : 17	Dégradation avancée des forêts Trop de plants produits sans effet visible sur le terrain : on ne voit pas les forêts pousser alors qu'on a produit plus de 1 Million de plants en 2005 ???.
--	--

### Mines, minerais et matériaux de construction

Indices de minéralisation identifiés dans la province Kirundo sont : SnO<sub>2</sub>, W et l'Or.

Eléments prédominants identifiés par géochimie semi-détaillée de la province : Sn, W, Pb, Zn.

Gisements mis en exploitation suite aux travaux de prospection géologique : Tourbe, Sn, W, Nb, Ta, SnO<sub>2</sub>, W<sub>03</sub>

### Infrastructures

Carence généralisée en infrastructures de Transport, Communication, Tourisme et hôtellerie, Institutions financières

### Travail et emploi

Gros employeur est l'Etat, puis les projets et ONGs, collectivités locales

### Coopératives et associations d'auto - développement

Pas de coopératives fonctionnelles	Il existait une coopérative à Vumbi qui a cessé ses activités pendant la crise
Plus de 60 associations dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 : Elevage</li><li>• 4 : pêche</li><li>• 5 : Artisanat</li><li>• 3 : Services</li><li>• 47 : agriculture</li></ul>	Ces associations sont opportunistes car sans capital propre et sans programme précis d'autopromotion.  Elles s'effondrent dès que le bailleur cesse ses activités



#### IV. PRINCIPAUX INDICATEURS SOCIAUX EDUCATION

##### Etat des infrastructures et commodités

Infrastructure	Nombre	
Yagamukama	7	Sur les 35 infrastructures de santé, seules 2 écoles primaires sont en matériaux non durables, 95 % sont en bon état, 28 sur 35 ne sont pas alimentées en eau et 34 sur 35 n'ont pas de courant tandis que 22 infrastructures sont dotées de toilettes mais 12 d'entre elles ne les entretiennent pas.
CFM	3	
Centre d'Alphabétisation		
Préscolaire	4	
Ecole Primaire	18	
Ecole Secondaire	3	
Ecole Technique et Professionnel	0	
Total	35	

<u>Enseignement préscolaire</u>	<i>Capacité d'accueil centres d'alphabétisation</i>	<i>Ecoles des métiers :</i>
Nombre de préscolaires : 35 Effectifs des enfants : 2979 Effectifs des enseignants : 101 Nombre de salles de cours : 2	Nombre d'apprenants : - Filles : 227 - Garçons : 189 Nombre de salles de cours : 4 Nombre d'abandons : - filles : 16 - garçons : 20 Nombre de certifiés : - filles : 158 - garçons : 116	Sans

<b>Enseignement primaire</b> Nbre d'écoles total : 18 Nbre d'écoles à cycle complet : 14 Nbre de salles : 146 Nbre d'élèves : 13 743 Nbre d'Ens : 163 Elèves/Salle : 98 Elèves/Enseignant : 85 Taux de scolarisation : Nombre élèves inscrits en première année : 2 214	Surpopulation des salles de classe jusqu'à trois fois les normes Surcharge des enseignants jusqu'à 2.8 les normes Taux de scolarisation :
<b>Enseignement secondaire</b> Nbre d'écoles total : 2 Nbre d'écoles à cycle complet : 0 Nbre de salles : 13 Nbre d'élèves : 633 Nbre d'Ens : 21 Elèves/Salle : 48 Elèves/Enseignant : 26 Nombre élèves entre 13 et 19 : 475 Taux de scolarisation :	Ratio élève par salle légèrement supérieur aux normes Ratio élèves par enseignant dans les normes si pas légèrement en dessous Taux de scolarisation :

## SANTE

<ul style="list-style-type: none"><li>○ 4 CDS et 3 CNS construits en matériaux durables et en bon état,</li><li>○ 1 CDS sans eau et 2 CDS sans électricité</li><li>○ équipement standard complet</li><li>○ besoins de bâtiments supplémentaires au CDS de Gikomero</li><li>○ 45 lits d'hospitalisation</li><li>○ 31 hospitalisations par mois en moyenne</li><li>○ 1 lit pour 1965 habitants</li><li>○ Personnel soignant et auxiliaire : 7A3, 1 A2, 1TPS, 3 Gestionnaires de santé, 15 aides infirmiers formés et 3 Non formés</li><li>○ 1 infirmier pour 11 000 habitants</li><li>○ Equipements des CDS : labo d'analyse pour les selles et gouttes épaisses pour 3 CDS et possibilité d'analyse des crachats et urines à Gasura</li><li>○ Vaccination : régulière et sans entrave</li><li>○ Maladies importantes :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Paludisme : 11 000 cas par an</li><li>○ Infections respiratoires : 1500 cas par an</li><li>○ Maladies diarrhéiques : 700 cas par an</li><li>○ Dysenterie bacillaire : 600 cas par an</li><li>○ Malnutrition sévère enregistrée aux CDS: 250 cas</li></ul></li></ul>	<p>Les infrastructures sont en apparence en nombre suffisant.</p> <p>Les améliorations requises se trouvent au niveau de la dotation en équipements de labo et en personnel qualifié.</p> <p>L'autre axe d'intervention stratégique serait la promotion de la médecine préventive et de l'amélioration de l'hygiène au regard de l'importance des maladies qui en découlent .</p>
--	---

## APPROVISIONNEMENT EN EAU

<ul style="list-style-type: none"><li>- Nombre de points d'eau fonctionnels :</li><li>- Nombre de points d'eau non fonctionnels :</li><li>- Nombre de ménages par point d'eau fonctionnel :</li><li>- Nombre de points d'eau pour 500 m :</li><li>- Existence de sources de captage d'eau :</li><li>- Longueur du réseau pouvant être alimenté :</li><li>- Longueur du réseau alimenté :</li><li>- Nombre de collines sans point d'eau :</li><li>- Nombre de ménages non desservis :</li><li>- Taux de desserte en eau :</li></ul>	
--	--

## JUSTICE

<ul style="list-style-type: none"><li>- 1 tribunal de résidence ayant son siège au chef lieu de la Commune.</li><li>- Bâtiment exigu et en mauvais état sans commodités ( pas d'eau, pas d'électricité, pas de latrines)</li><li>- Manque d'équipements en mobilier, machines, photocopieuse, moyens de transport, ...</li><li>- Très bonnes performances au niveau des jugements des dossiers enregistrés : 94 %</li><li>- Très médiocres performances au niveau de l'exécution des jugements rendus : accumulation de plus de 314 dossiers non exécutés principalement dans le domaine des litiges civils</li><li>- Personnel composé de 1 Juge président, 4 juges, 5 greffiers et 1 assesseur.</li><li>- Justice gracieuse très fonctionnelle avec le concours de 360 notables investis</li></ul>	
--	--

## BIBLIOGRAPHIE

1. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
2. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
3. DMISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Kirundo (2001-2003) ; août 2000.
4. Direction Provinciale de l' Agriculture et Elevage /Kirundo: Rapport annuel 1995.
5. Direction Provinciale de l' Enseignement Kirundo : Rapports annuels 2004-2005 et 2005-2006
6. Direction Provinciale de la Santé Kirundo, Rapports périodiques des chefs des secteurs de santé
7. DPS Kirundo, Rapport annuel 2005
8. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
9. HCR, rapports périodiques
10. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
11. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
12. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
13. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
14. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
15. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
16. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04- Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
17. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
18. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).

19. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
20. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
21. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
22. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
23. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
24. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
25. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
26. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
27. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
28. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
29. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

**ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES  
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE DE KIRUNDO**  
Kirundo, le 27 juillet 2006

**PROCES VERBAL**

L'an deux mille six, le vingt septième jour du mois de juillet, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Kirundo, tous les responsables sectoriels provinciaux dont liste en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Kirundo et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants ci-haut cités pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

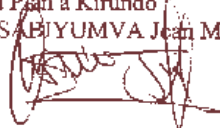
Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune de Rugabira
2. La monographie de la commune de Busoni
3. La monographie de la commune de Bwambarangwe
4. La monographie de la commune de Gitobe
5. La monographie de la commune de Kirundo
6. La monographie de la commune de Ntega
7. La monographie de la commune de Vumbi
8. La monographie de la province de Kirundo

Fait à Kirundo, le 27 juillet 2006

L'Antenne provincial  
du Plan à Kirundo  
NSABYUMVA Jean Marie Vianney



L'Expert représentant  
le SPPL

NJINGINYA Pie



















Le Gouverneur de la  
Province de Kirundo

SINGAYIMHETO François



**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX  
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES  
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE KIRUNDO**

Nom et Prénom	Fonction	Secteur analysé	Signature
1. SINGAYIMIHETO François	Gouverneur de la province de Kirundo	Toutes les monographies	
2. RWASA Merchior	Inspecteur des Finances Provinciales	Commerce	
3. NKUNDABAHIZI Gérard	Conseiller économique du Gouverneur	Commerce	
4. KARIMANZIRA Pascal	Conseiller socio culturel du Gouverneur	Jeunesse et sports et patrimoine culturel	
5. GASHAMURA Jean de Dieu	Directeur provincial de l'Enseignement	Education	
5. NIGARURA Fidèle	Attaché à l'inspection provinciale de l'enseignement	Education	
6. NZIGAMASABO Révérien	Directeur provincial de l'Agriculture et Elevage	Agriculture	
7. NDAYISABA Elie	Chef du service Formation et vulgarisation (DPAE)	Agriculture	
8. BUZOYA Celestin	Chef de Service Elevage à la DPAE	Elevage	
9. MANTRAKIZA Godiberthe	Chef de service Pêche et Pisciculture	Pêche et pisciculture	
10. NIYONZIMA Caritas	Responsable Provincial des forêts	Forêts	
11. KUBWIMANA Godfroid	Chef du personnel DPAE (travail et emploi)	Travail et emploi	
12. NDUWIMANA Vincent	Coordonnateur Provincial des RCE	Approvisionnement en eau potable	
13. NTAHOMPAGAZE Léopold	Responsable du MCA	Coopératives et associations	
14. BIGIRIMANA Jean Baptiste	Chef de service Génie Rurale DPAE	Transport et communication	
15. KABAHIZI Evariste	Chef du Bureau Provincial de la Santé	Santé	



**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX  
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES  
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE KIRUNDO**

Nom et Prénom	Fonction	Secteur analysé	Signature
16. MUKURARINDA Pascal	Chargé de la Réinsertion	Réintégration et réinsertion	
17. RUGEMINTWAZA Gérard	Ancien Conseiller principal du Gouverneur	Habitat et énergie	
18. BIZIMANA Bernard	Président TGI	Justice	
19. NTEJIMANA Edouard	CDF	Action sociale	
20. RUGEMINTWAZA Gérard	AdmCom Bugabira	Monographie de Bugabira	
21. MANZI Frédéric	AdmCom Vumbi	Monographie de Vumbi	
22. NDERAMIHETO Isaac	AdmCom Kirundo	Monographie de Kirundo	
23. NDIZEYE Bonaventure	Conseiller AdmCom Gitobe	Monographie de Gitobe	
24. RYTVUZE Jean Bosco	Conseiller AdmCom Ntega	Monographie de Ntega	
25. MUSHENGEZI Oscar	AdmCom Bwambarangwe	Monographie de Bwambarangwe	
26. Rugemintwaza Léonidas	AdmCom Pwsoni	Monographie de Pwsoni	

